

HORIZONS NOUVEAUX

Mensuel de l'Association d'Etudes Politiques
Internationales publié avec le concours de
l'Institut d'Histoire Sociale

EST & OUEST

53, rue Sainte-Anne, 75002 Paris
Tél. : 46 14 09 37
Fax : 46 14 09 25

sommaire

Branko LAZITCH. – « <i>Horizons nouveaux</i> » cesse de paraître. La pause	1	Hervé LE GOFF. – Mme Mitterrand et Cuba	26
Michel HELLER. – Le poil de la bête	3	Piotr DASKIEWICZ. – La frontière orientale de la Pologne menace-t-elle la stabilité de la République ?	27
Pierre LORRAIN. – L'empire contre-attaque	6	NOTES ET INFORMATIONS	
Pierre RIGOULOT. – L'adieu aux charmes	9	Parodie d'élections à Cuba	28
B.L. – Europe : les partis communistes se meurent, les Balkans bougent	10	Propagande castriste dans les lycées	28
Radu PORTOCALA. – Roumanie : trois ans d'immobilisme communiste	11	« <i>Fermé pour cause de victoire</i> »	28
Claude HARMEL. – Sur Staline, quarante ans plus tard	14	Nouvelles révélations sur la collaboration Kekkhone-URSS :	29
Gilles DORRONSORO. – La situation en Asie centrale	17	Aider le Vietnam « <i>en pleine expansion</i> »	29
CHRONIQUES		Drogue : la « <i>CEI Connection</i> »	30
Morvan DUHAMEL. – Commémoration hypocrite de la rafle du Vél d'Hiv	21	Quand le PCF exorcisait les « <i>survivances démocratiques</i> »	30
C.H. – Le « <i>Maitron</i> », victime de la domination intellectuelle du « <i>marxisme-léninisme</i> »	23	Toujours la mémoire trouée	31
Pablo FERNANDEZ. – Cuba : toujours des traitements psychiatriques pour les opposants	25	LIVRES	
		P. R. – Sur les décombres du communisme et du catholicisme	31

« Horizons nouveaux » cesse de paraître

LA PAUSE

Notre publication, dont le premier numéro porte la date du 15 mars 1949, naquit dans une situation historique donnée : la « guerre froide » (rebaptisée un peu plus tard « confrontation Est-Ouest »). Cette situation dura pendant plusieurs décennies, au cours desquelles la carte géopolitique de notre planète changea profondément au bénéfice du communisme. Quelques mois après ce premier numéro, la Chine continentale était à son tour conquise par le communisme. La Russie soviétique, « *sixième partie du globe* », n'était plus la seule grande puissance communiste. Au cours des années suivantes, de nombreux pays du tiers monde se rallièrent au « *socialisme scientifique* ». Celui-ci s'imposa sur un très vaste domaine, appelé le « *système socialiste mondial* », qui s'élargit à ce qu'on appela « *le tiers monde progressiste* ».

Cette expansion du communisme devait peser sur la politique de nombreux pays non-communistes, notamment celle de la France, par l'intermédiaire du parti communiste local. Peu de gens se rappellent que l'actuel Parti communiste français, devenu aujourd'hui l'ombre de lui-même, était au lendemain de la Libération le premier parti de France et qu'en 1953 encore, lors des élections municipales, il était le premier parti à Paris. On a peine à s'en rendre compte de nos jours, mais le marxisme-léninisme était en France, à cette époque, l'idéologie dominante, fermement soutenue non seulement par les communistes eux-mêmes, mais aussi par divers compagnons de route, des catholiques progressistes aux politiciens sous influence, en passant par Jean-Paul Sartre et ses amis « existentialistes ». Rares furent les intellectuels qui, comme Albert Camus et Ray-

mond Aron, osèrent attaquer le credo marxiste et s'opposer à la prévision « scientifique » de l'inévitable victoire communiste.

Pourtant, marxisme-léninisme, système socialiste mondial, Union soviétique, bloc des pays socialistes, tout cela a disparu, en particulier au cours d'événements intervenus en moins de trois ans, entre 1989 et 1991. Survivent bien quatre pays « révolutionnaires », c'est-à-dire des pays où les communistes sont parvenus au pouvoir par la force armée : la Chine, le Viêt-nam, la Corée du Nord et Cuba, mais ils ont cessé d'être un modèle pour qui que ce soit. Quant au « socialisme aux couleurs de la France », une constatation simple donne la mesure du rendement « révolutionnaire » du PCF : de premier parti de France dans les années de la Libération, il est devenu le dernier, occupant la sixième position lors des élections législatives de mars.

* *

Fondée pour étudier et démasquer le communisme, notre publication se devait de rester attentive au fait majeur du paysage politique actuel : la disparition de l'ennemi principal extérieur en Europe (l'impérialisme soviétique) et l'affaiblissement extrême du principal ennemi intérieur (le PCF). C'est d'ailleurs parce que nous avons ausculté jusqu'au moindre souffle de l'organisme communiste que nous avons pu être crédités de la confiance de nos lecteurs, sûrs de trouver dans notre présentation et notre analyse des bouleversements révolutionnaires et historiques des informations et une interprétation à la fois originales et dignes de confiance.

Depuis plusieurs années déjà, on avait bien voulu nous créditer, en matière de soviétologie, d'un triple record :

1. – Record d'ancienneté : notre publication était devenue la « doyenne » de toutes celles qui

étudiaient le communisme. Il avait bien existé dans le passé des publications plus ou moins durables, dont le maintien était lié à une certaine politique pratiquée vis-à-vis du communisme ; dès qu'elle changeait, la publication subissait le même sort ou disparaissait.

Pour notre part, nous avons vécu, de Staline à Elstine, toutes les phases de la politique soviétique et communiste : guerre froide, dialogue Est-Ouest, détente sous différentes formes, post-brejnévisme et finalement la situation actuelle, caractérisée par la disparition du Parti communiste de l'URSS et des principaux régimes communistes.

2. – Record de longévité : avec ses 43 ans, notre publication a battu tous les records de longévité en tant qu'organe consacré à l'étude de l'Union soviétique et du mouvement communiste international.

3. – Notre publication était même restée, depuis quelques années, la seule de sa catégorie (d'abord bimensuelle, ensuite mensuelle) à paraître encore dans le monde « capitaliste » et dans le tiers monde.

* *

C'est précisément cette situation de solitude qui nous a poussés à la décision grave d'en suspendre la parution. Les raisons militent en ce sens nous ont semblé l'emporter sur les arguments plaidant en faveur de la continuation. Tout d'abord, ce qui est d'une logique politique élémentaire, il sera absurde de se cramponner à deux attitudes politiques extrêmes, consistant l'une à vouloir traiter aujourd'hui le communisme comme s'il représentait la même force et la même menace qu'autrefois ; l'autre, à le proclamer mort partout dans le monde comme il l'est effectivement en Allemagne orientale, en Hongrie, en Tchécoslovaquie et en Pologne. Il faut savoir considérer objec-

A NOS ABONNÉS

La suspension de notre publication implique que nous remboursions nos abonnés au prorata du nombre de numéros qu'ils ne recevront pas. Sur demande de leur part, formulée avant le 15 avril prochain, nous remplirons donc cette obligation.

Suspension signifie toutefois non pas amoindrissement de nos activités, mais réorientation de celles-ci. Et sans doute, parmi nos abonnés, beaucoup voudront en être tenus informés.

Nous les aviserons donc, dans le courant du deuxième semestre de cette année, du lancement par nos soins d'une nouvelle publication destinée à l'étude de l'histoire et de l'idéologie du mouvement communiste sur le plan national, publication pour laquelle nous nous sommes assuré le concours de grandes signatures – une publication que ceux d'entre nos abonnés qui ne nous auront pas demandé le remboursement partiel de leur abonnement à « *Horizons nouveaux* » pourront acquérir à un tarif d'abonnement très préférentiel...

Nous sommes profondément désolés de devoir cesser si brusquement de publier « *Horizons nouveaux* ». Nous espérons néanmoins pouvoir compter sur la fidélité de nos abonnés pour qu'ils s'intéressent à nos nouvelles activités.

tivement le communisme dans chacune de ses phases historiques successives : expansion, stagnation, déclin, désintégration et décès.

Deuxième raison, d'ordre plus rédactionnel que politique, plaçant en faveur au moins d'une « pause » de notre part, les sources écrites sur le communisme (peu importe qu'il s'agisse de sources *pour, contre* ou se voulant *objectives*) sont à l'heure actuelle taries. Il y a encore trois ou quatre ans, il suffisait de suivre deux publications périodiques paraissant à Prague, « *La Nouvelle Revue Internationale* » et le « *Bulletin d'information* », pour être au courant des activités du mouvement communiste international. Aujourd'hui, cette « littérature » manque, situation qui, au demeurant, ne va certainement pas s'éterniser. Ce vide finira bien en effet par être comblé, à la suite d'initiatives de divers « *partis frères* » – terme d'ailleurs disparu, comme tant d'autres, du vocabulaire communiste. Mais pour le moment (en fait, depuis deux ou trois ans), toutes les anciennes collections de publications communistes se sont interrompues. Notre tâche de « *généralistes du communisme* » présentait désormais des difficultés quasiment insurmontables, d'autant plus que, si l'étendue du pouvoir communiste dans le monde a beaucoup diminué, la diversité de ses survivants a fortement augmenté.

L'Europe centrale a vu la naissance de cinq nouvelles démocraties parlementaires plus ou moins authentiques : Allemagne orientale, Pologne, Hongrie, République tchèque et Slovaquie. Mais dans la région balkanique, la solution politique n'a pas été la même : deux anciens pays communistes se sont attribués une étiquette nationale (Serbie et Roumanie) et deux autres, une étiquette démocratique (Bulgarie et Albanie, sans toutefois être nationales ni démocratiques). Quatre autres pays ex-communistes du tiers monde (Cambodge, Afghanistan, Angola et Nicaragua) ont connu d'autres

péripiétés : d'abord, une insurrection armée durant de longues années ; ensuite, l'appropriation du pouvoir ; mais après un long exercice de ce pouvoir, l'obligation de négocier avec l'adversaire « bourgeois » ; et finalement, après des années entières de palabres, une nouvelle guerre civile (à l'exception – toute relative – du Nicaragua, où le conflit est resté essentiellement politique).

* * *

Dans d'autres pays ex-communistes, les anciens militants du PC ont osé mesurer ce qui restait de leurs forces, en des occasions jugées risquées, comme notamment lors des élections syndicales et parlementaires... Sur le plan syndical, si en Pologne les forces néocomunistes ne sont pas apparues massives, il n'en est pas allé de même en Hongrie, où elles ont menacé, au début de cette année, de contrôler le premier syndicat du pays. Plus risquées étaient pour les communistes d'hier les élections parlementaires. Il y ont connu des fortunes diverses : en Pologne, dans l'ex-Allemagne orientale et en Tchéco-Slovaquie, les suffrages obtenus ont été plutôt modestes (sauf en quelques régions) ; ailleurs, les communistes sont arrivés à friser 40 % des suffrages (Bulgarie et Nicaragua), la palme revenant aux communistes lituaniens dont l'ancien chef a été élu président de la République – événement sans précédent dans l'histoire du communisme en Europe. Reste à savoir si les deux autres républiques baltes vont suivre le même chemin ou si le choix des Lituaniens restera seulement un incident de parcours.

Même si en Europe les communistes, une fois de plus, ne voient pas se concrétiser leurs « lendemains qui chantent », nous assistons à la naissance, en cette région, d'un monde différent...

Branko LAZITCH

LE POIL DE LA BÊTE

Durant l'été 1903, se tenait à Bruxelles, puis à Londres, le 11^e congrès des sociaux-démocrates russes, qui annonçait la création d'un parti se fixant pour but de renverser l'autocratie et d'édifier le socialisme en Russie. En février 1993, dans une résidence de vacances des environs de Moscou, Ogoniok, était réuni le congrès d'union et de restauration du Parti communiste de la Fédération de Russie, se fixant pour but de rétablir un régime socialiste en Russie. Entre les deux congrès, quatre-vingt-dix ans se sont écoulés, marqués par les événements que l'on sait : prise du pouvoir (14 ans après le premier

congrès) sous la conduite de Lénine par des sociaux-démocrates qui se donnent le nom de communistes, puis, pendant soixante-quinze ans, construction du paradis sur terre et création d'un gigantesque empire. Un empire sur lequel le soleil ne se couchait toujours pas en 1985.

Tout soudain, de la façon la plus inattendue, tant pour ses amis que pour ses ennemis, l'empire s'est effondré. La grande super-puissance a rendu toutes ses conquêtes et s'est morcelée. Quant au Parti communiste, dont les organisations de base pénétraient la moindre cellule de l'organisme étatique et social du pays, il est tombé en poussière.

Près de deux ans ont passé et voici que le balancier amorce un mouvement en sens inverse. La défaite du communisme devait d'autant plus réjouir ses adversaires qu'elle avait été trop facilement obtenue, sans qu'il fût besoin de déployer des efforts particuliers. La brusque disparition de l'ennemi a permis d'affirmer que le communisme n'avait, de fait, jamais représenté un véritable danger, le risque ayant été exagéré par les « *anti-communistes viscéraux* ». On comprend, dans ces conditions, que la mort du communisme ait été perçue comme absolument définitive. Les processus en cours dans la zone ex-soviétique donnent toutefois de bonnes raisons de douter du bien-fondé de ces interprétations triomphantes.

Il fallait s'y attendre. En 1985, le Parti communiste d'URSS comptait près de 20 millions de membres. Au moment de son interdiction – en août 1991 – ceux-ci étaient encore au moins 15 millions. Ils n'ont pas disparu comme par enchantement : soldats dociles du Parti, ils ont regagné leurs pénates sur l'ordre de leurs chefs. En Union soviétique, tous étaient mécontents, mais il n'y avait pas de mouvement de protestation important, conséquent, sans parler de résistance. Les Soviétiques n'étaient pas satisfaits de leurs conditions de vie, mais ils n'aspiraient pas pour autant à un changement de système. Tous voulaient vivre mieux, en demeurant dans le cadre habituel, familial.

L'immense majorité de la population adopta les mots d'ordre de démocratisation, puis de marche forcée vers l'économie de marché, persuadée que la « *perestroïka* » lui apporterait une élévation du niveau de vie, lui faciliterait l'existence. Cela ne s'est pas produit. La catastrophe économique déclenchée par des réformes effectuées au hasard, à moitié et trop tard, a considérablement dégradé la situation matérielle de la population. A cela, est venue s'ajouter la révolution idéologique. Il est apparu que s'il était très difficile de réformer l'économie soviétique, il était en revanche très facile de « *dénoncer le passé* », de publier des révélations sensationnelles (complètement ignorées des Soviétiques, mais bien connues en Occident) sur les crimes de Staline, l'Archipel du Goulag, etc. L'idéologie communiste se vit soumise à la critique et, avec elle, furent « condamnés » les livres, films, chansons, coutumes et relations d'antan. Non contents d'avoir senti s'effondrer sous leurs pieds le fondement économique de leur vie, la plupart des citoyens ex-soviétiques ont aussi perdu leur passé et tous les points de repères qui permettent de s'orienter dans le monde.

La démocratie n'a pas apporté la preuve de sa validité. Le vide est aujourd'hui comblé par deux forces dominantes dans l'ancien monde soviétique : le nationalisme et le communisme.

Le phénomène essentiel de l'ère nouvelle est l'absence de mouvements de masse un peu sérieux dans l'ex-URSS, à l'exception d'un seul : national. Le communisme, quant à lui, prétend revenir au pouvoir sur la vague du nationalisme. Ce ne

serait pas la première fois. En 1920 déjà, quand Lénine attendait encore, d'un jour à l'autre, la révolution mondiale, il devait, aux instants les plus durs de la guerre contre la Pologne, en appeler au patriotisme russe. Staline n'agira pas autrement en 1941. Né dans les années 1919-1920, le national-bolchévisme allait, entre les mains de Staline, se transformer en puissant instrument d'édification de l'empire soviétique.

* * *

Un rapide coup d'œil sur la situation dans les républiques ex-soviétiques ayant décrété leur indépendance, leur souveraineté, permet de constater les progrès du national-bolchévisme. Les deux exemples extrêmes sont le Tadjikistan, où les communistes ont repris le pouvoir après une guerre sanglante, et la Lituanie, où l'ancien Parti communiste l'a emporté aux élections législatives démocratiques, tandis que son leader devenait président de la république. On a déjà abondamment dit qu'Algirdas Brazauskas avait toujours été différent des autres communistes (en mieux), qu'il avait été le premier à relâcher les liens attachant le Parti communiste de Lituanie à Moscou. La grande qualité proclamée du nouveau président lituanien est d'être nationaliste, et ensuite seulement communiste (son parti a d'ailleurs été rebaptisé). Mais l'essentiel est ici que les Lituaniens, qui avaient été les premiers à parler d'indépendance, les premiers à rejeter le Parti communiste, lui préférant le mouvement national « *Sajudis* », sont aujourd'hui revenus au système familial (dont ils espèrent, bien sûr, qu'il s'est quelque peu rénové). Notons, à ce propos, que le Parti communiste de Lituanie ne comptait pas moins de 200 000 membres, pour une population de 3,5 millions d'habitants. C'étaient les carriéristes les plus actifs, les plus énergiques, pour lesquels il n'y avait pas de place dans la Lituanie dirigée par « *Sajudis* ».

Entre le Tadjikistan et la Lituanie, les formes de retour à l'ancien système (quelque peu transformé en apparence, ou rebaptisé) sont multiples. Les républiques d'Asie centrale se sont bornées à un ravalement de façade – les partis communistes y devenant partis sociaux-démocrates, ou simplement démocratiques, libéraux, etc. Partout, sauf en Kirghizie, les anciens leaders du Parti se sont maintenus au pouvoir. Et même en Kirghizie où le président Akaïev est un scientifique, non un ex-premier secrétaire, le pouvoir est aux mains de l'ex-Parti communiste. Au Kazakhstan, le système de pouvoir n'a pas changé. Il est également resté tel quel en Biélorussie et en Moldavie. Le journal *Troud* du 29 janvier 1993 a publié cette information sur la situation en Ukraine : « *Les organisations du Parti et des Jeunesses communistes se recréent tantôt dans telle grande ville d'Ukraine, tantôt dans telle autre. Le Parti socialiste (ex-communiste) l'emporte par le nombre de partisans...* ». Ce « *rougissement* » de l'Ukraine, écrit le correspondant, ne laisse pas d'être inquiétant, comme signe d'un risque de retour en arrière.

La grande différence entre la période « orthodoxe » et l'époque actuelle tient à la disparition du rôle dirigeant de Moscou. Dans les républiques ex-soviétiques, les nationaux-communistes sont au pouvoir.

* * *

La Russie constitue l'exception. Boris Eltsine a refusé, jusqu'à présent tout au moins, de créer un parti du président, préférant jouer sur son charisme et s'appuyer sur son appareil personnel. Après le « putsch », il avait la possibilité de procéder à de nouvelles élections et d'obtenir ainsi un parlement nouveau qui eût soutenu les réformes démocratiques. Il ne l'a pas fait. Tétanisées par l'échec du « putsch », les forces hostiles à la démocratie ont peu à peu commencé à reprendre du poil de la bête.

Les « bruns-rouges », expression qui, dans la bouche de Boris Eltsine, désigne l'alliance des communistes et des nationalistes, sont passés à l'offensive à la fin de l'année dernière. Dans l'opposition au « régime d'occupation de Eltsine », comme aiment à dire les partisans d'un retour en arrière, le rôle des premiers violons a été tenu par les nationalistes. La situation peut à présent changer, depuis que la Cour constitutionnelle a autorisé l'activité des organisations communistes, au niveau des cellules de base. Les leaders communistes ont aussitôt convoqué un congrès, auquel participaient 650 délégués représentant soi-disant 527 000 communistes. Un chiffre qui semble très contestable. Nombreux sont toutefois les observateurs estimant que le Parti communiste de la Fédération de Russie devrait très rapidement devenir la force la plus importante des 2 000 partis et mouvements enregistrés en Russie. Le Parti communiste de Russie n'est pas la seule organisation communiste dans le pays. Mais il s'est décrété l'héritier de l'ancien Parti communiste de Russie interdit par Boris Eltsine, de vieux leaders expérimentés y militent, déjà là au temps du PCUS. Le Parti s'est donné pour tâche de faire obstacle à la « marche du pays vers le capitalisme », d'empêcher la privatisation de la terre, de conserver les acquis fondamentaux du socialisme. Ses statuts indiquent qu'il repose tout entier sur le centralisme démocratique et ne saurait tolérer les fractions. Le Parti communiste de la Fédération de Russie sera dirigé par un Comité exécutif central (TSIK), avec à sa tête Guennadi Ziouganov.

Les leaders actuels comprennent parfaitement qu'il est impossible de restaurer l'ancien parti sans changements. La nature des changements indispensables fait l'objet de discussions passionnées. On tente en premier lieu d'élucider les raisons de la défaite. La théorie du coup de poignard dans le dos, de la trahison, est particulièrement populaire. Son grand promoteur n'est autre que l'ancien président du KGB, putschiste fraîchement libéré, Vladimir Krioutchkov. Les explications qu'il donne sont des modèles de simplicité et de clarté : à partir des années soixante, un groupe important d'agents d'influence de la CIA (dont le principal serait Alexandre Iakovlev) est parvenu à plonger

le pays dans un état de décomposition avancée et à préparer sa chute. Le débat prend un caractère particulièrement vif quand se pose la question de savoir qui il convient de garder parmi les anciens leaders. Lénine, cela va de soi. Mais Staline ? Et que faire des « pères fondateurs », Marx et Engels ? Quelle doit être la part de chaque composante dans le cocktail du national-bolchévisme ?

* * *

Dans le journal *Sovietskaïa Rossia*, le publiciste du Parti L. Okhotine propose un programme pour le nouveau Parti communiste du XXI^e siècle, programme qui, s'il devait être adopté, transformerait le Parti communiste en parti national-socialiste de type hitlérien. L. Okhotine suggère aux communistes de renoncer à tout ce qui les distinguait des nazis : au non-dit, aux réticences, aux termes désuets tels que « humanisme » ou « démocratisme ». La grande erreur du Parti communiste aura été de « ne pas être capable de donner à sa transformation intérieure de fait la forme d'un Parti d'orientation nationale ». Ou, comme l'écrit encore L. Okhotine, « la transformation du Parti communiste, durant les années trente, de Parti de la Révolution mondiale en Parti du Grand Etat Eurasien, ne s'est pas trouvée reflétée dans la doctrine du Parti ». Et de poursuivre : « Profondément porté vers une forme particulière de religiosité populaire, une éthique communautaire et une réforme étatique eurasiennne, le Parti communiste a continué de mettre l'accent sur l'athéisme, l'orientation prolétarienne de classe et l'internationalisme, ce qui a engendré une contradiction fondamentale entre la réalité et les mots d'ordre ».

Le Parti communiste de la période stalinienne représente l'idéal du publiciste : un Parti eurasiennne de type oriental dur, plaçant les intérêts de la nation, du peuple, au-dessus de ceux de l'homme, de l'individu ; un Parti adoptant l'archétype national-bolchévique, ce dernier incarnant les énergies modernes de l'histoire russe ancienne et des traditions sociales russes. Revenir à cet idéal, mais en le disant ouvertement, sans en avoir honte, sans se cacher sous les feuilles de vigne du discours occidental bourgeois, tel est le programme du publiciste de *Sovietskaïa Rossia*, intitulé : « La catastrophe et la renaissance ».

* * *

Le « rougissement » de l'ex-URSS est évident. Dans quelle mesure reflète-t-il l'opinion des citoyens soviétiques de naguère ? Aujourd'hui, il est possible d'interroger à ce sujet les citoyens de la Russie démocratique.

L'Institut central d'études de l'opinion publique de Russie a posé à 1 300 habitants de vingt villes de Russie la question : « Quelle est, selon vous, la principale condition pour que la Russie retrouve sa place de grande puissance ? » Dans leur programme, les communistes mettent avant tout l'accent sur le fait qu'ils seront en mesure de ramener le pays au rang des super-

puissances. « *La perte du prestige de grande puissance* » est perçue, constatent les sociologues, comme l'une des conséquences de l'effondrement de l'URSS. Les résultats du sondage laissent perplexes : la Russie reste aujourd'hui encore une grande puissance, 11 % ; la Russie redeviendra une grande puissance si elle se transforme en pays démocratique libre, 10 % ; si la réforme économique est menée à bien, 17 % ; si elle se soucie de renforcer son armée, 4 % ; si elle parvient à souder autour d'elle les autres républiques de l'ex-URSS, 15 % ; la Russie ne sera jamais plus une grande puissance, 4 % ; la « *grandeur* » est un mot vide,

ce qu'il nous faut, ce n'est pas une « *grande puissance* », mais un pays où il fasse bon vivre, 30 %.

Commentant ces résultats, le sociologue russe bien connu Iouri Levada note que la notion de « *grande puissance* » touche moins que les autres les jeunes et les groupes sociaux les plus fragiles, mais que globalement, les deux tiers des personnes interrogées considèrent qu'il faut rendre au pays son statut de grande puissance. C'est sur elles que comptent les communistes. Les entrailles qui ont engendré le monstre restent fécondes...

Michel HELLER

L'EMPIRE CONTRE-ATTAQUE

« **L**es putschistes ont été libérés de prison, le parti communiste est reconstitué, les gens en ont marre de la pagaille. Une grande manifestation est prévue pour demain. Les choses vont changer ! ».

L'homme qui me tenait ces propos, le 22 février dernier à Moscou, n'est pas à proprement parler un fanatique du retour à l'ancien régime ; fonctionnaire du Ministère des Affaires étrangères, il passe plutôt pour un modéré. Mais la situation politique en Russie à la veille de la « Journée des Défenseurs de la Patrie » (l'ancienne « Journée de l'Armée et de la Flotte soviétique ») était pour le moins confuse. Et au trouble des temps correspondait celui des esprits.

L'unM des nombreux chauffeurs qui louent leurs services aux étrangers moyennant des devises fortes (des dollars si possible) me tenait des propos similaires avec une pointe de regret dans la voix :

« Si les putschistes n'avaient pas tenté leur coup d'Etat ridicule, les communistes seraient toujours au pouvoir, le dollar à quarante roubles (1), et les prix ne grimperaient pas comme ils le font actuellement. »

Lorsque je lui fis remarquer que ses activités étaient illicites sous le pouvoir communiste (ce qui semblait lui être sorti de l'esprit), il émergea d'une sorte de rêve pour reconnaître qu'évidemment, malgré les difficultés, les gens parvenaient à vivre à peu près normalement.

En fait, l'atmosphère de *sursaut révolutionnaire* qui régnait à ce moment était largement trompeuse, mais une conjonction d'événements semblait accréditer la thèse d'une montée en puissance des néo-communistes.

• La rivalité entre le président de Russie, M. Boris Eltsine, et celui du parlement, M. Rouslan Khasboulatov, entraînait une profonde instabilité politique, amplifiée par le manque de cohésion du gouvernement.

• Les putschistes détenus à la prison de la « Tranquillité des marins » venaient d'être libérés en raison de la fin de l'instruction de leurs dossiers judiciaires (l'ouverture de leur procès est fixée au 14 avril). Ces hommes, qui s'étaient fixés pour but de sauver ce qui pouvait l'être de l'ancien régime, se retrouvaient ainsi sur le devant de la scène.

• Le parti communiste, interdit par M. Eltsine au lendemain du putsch, venait de se reconstituer et tenait son congrès (re)fondateur (2).

• La grogne dans le pays s'amplifiait, notamment parmi les retraités des forces armées qui souffrent particulièrement du marasme économique et de la perte de tous leurs points de repères politiques et sociaux.

Le jeu du « je te tiens... »

Début février, le duel entre MM. Eltsine et Khasboulatov, qui durait déjà depuis plusieurs mois, se poursuivit comme par le passé à coup d'esclandres et de ruptures suivies de tentatives de compromis. Il faut reconnaître que, dans l'ensemble, c'est M. Eltsine qui faisait les efforts de compromis et le président du parlement qui provoquait les ruptures.

En fait, M. Eltsine se trouvait en position de demandeur. S'il voulait situer son action dans le cadre légal, il était obligé de faire approuver les lois qu'il estimait nécessaires par un parlement qui lui était hostile. M. Khasboulatov avait tout intérêt à provoquer la surenchère dans la mesure où M. Eltsine ne disposait d'aucune marge de manœuvre. Soit il se soumettait aux diktats du parlement en large majorité conservateur, soit il se démettait. Il lui restait toutefois une troisième possibilité, très

(1) A ce moment, le dollar s'échangeait à 660 roubles. En fait, entre 1988 et 1991, sous le pouvoir communiste, le cours du dollar était déjà passé de 0,66 (cours officiel fixé par l'Etat) à 40 roubles (soit une augmentation de plus de 6 000 %).

(2) Voir l'article de Michel Heller, *Le Poil de la Bête*, dans le présent numéro de notre revue.

risquée : sortir du cadre de la loi pour dissoudre ce parlement si peu compréhensif. Mais tout le monde était conscient qu'une telle solution n'aboutirait à rien sans l'emploi de la force. Or, cela permettrait à M. Khasboulatov de se donner aussitôt le beau rôle, et de reprendre à son rival l'étandard de la démocratie bafouée que celui-ci brandissait contre les putschistes en août 1991. Dans la situation du pays, il n'était même pas sûr que les forces armées obéiraient au président et ne se rangeraient pas derrière le parlement.

Pour M. Eltsine, la recherche d'un compromis était donc la seule possibilité de sortir de l'impasse. Il organisa plusieurs rencontres avec M. Khasboulatov afin de sortir de l'impasse. En vain. Le président du parlement se montra d'autant plus intraitable qu'il se sentait en phase avec l'ambiance frondeuse du pays. Comme à son habitude, M. Eltsine affronta la bourrasque en prenant le large, et annonça qu'il prenait quinze jours de vacances. M. Mitterrand aimait à « donner du temps au temps », M. Eltsine prend de la distance sur l'urgence.

Certains, à Moscou, ont vu dans ces congés imprévus la preuve que le président russe avait peur des réactions de la rue : la manifestation des « déçus de la démocratie », des communistes et des nationalistes, prévue pour le 23 (on attendait un demi million de personnes) pouvait, pensaient-ils, se transformer en réédition de la prise du Palais d'Hiver, en 1917.

En réalité, il semble que M. Eltsine ait eu trois raisons de choisir ce moment pour se mettre au vert :

1. Il savait n'avoir plus rien à attendre des négociations avec M. Khasboulatov.

2. Lors d'une intervention devant le congrès de l'Union civique, début février, il avait posé les jalons d'une alliance avec ce groupe très influent qui représente une bonne partie des députés. L'Union est un rassemblement d'une pléiade de formations dont les trois principales sont le Parti démocratique de M. Nikolai Travkine, le Parti populaire de M. Alexandre Routskoï, le vice-président en exercice du pays, et l'Union pour le Renouveau de M. Alexandre Vladislavlev. Derrière cette formation se trouve la puissante Union des industriels et des entrepreneurs de M. Arkadi Volski. L'Union civique est dite « centriste » parce qu'elle se situe entre les libéraux et réformateurs, proches du président Eltsine, et les néo-communistes et les conservateurs qui lui sont hostiles. Lors du VII^e congrès des députés, en décembre dernier, l'alliance de l'Union civique avec ces derniers avait fait tomber le premier ministre d'alors, M. Egor Gaïdar. En revanche, le rapprochement amorcé de M. Eltsine et des « centristes » pouvait conduire à une alliance qui mettrait M. Khasboulatov en difficulté.

3. Sans doute le président voulait-il réellement se reposer devant les batailles politiques du printemps qui risquaient d'être décisives.

Le poète et l'idiot

La fin de l'instruction contre les putschistes d'août 1991 a remis ces derniers sur le devant de la scène au moment où le bras de fer entre MM. Eltsine et Khasboulatov se concluait par la retraite du premier sur des positions de repli vacancières. Deux d'entre eux, MM. Anatoli Loukianov, ancien président du Soviet suprême, et Vladimir Krioutchkov, ancien président du KGB, se sont immédiatement illustrés par des déclarations qui se voulaient fracassantes.

M. Loukianov, poète à ses heures perdues (la revue conservatrice *Patriot* a publié un choix de ses poèmes), a eu dans sa cellule l'occasion de beaucoup versifier, certes, mais aussi de mûrir une froide vengeance à l'égard de celui qui l'a mis en cause : M. Gorbatchev. Au lendemain du putsch, le président de l'URSS s'était, en effet, répandu en commentaires acides et assassins sur la trahison de M. Loukianov, son ami depuis près de quarante ans. Réponse de celui-ci : je n'ai pas trahi, M. Gorbatchev savait ce qui allait se passer et il a préféré se laver les mains en jouant la comédie du prisonnier de Foros. En fait, poursuit en substance M. Loukianov, M. Gorbatchev s'est auto-isolé dans sa datcha de Crimée : peut-on concevoir que le président de l'URSS ne dispose même pas d'un téléphone satellite dans sa voiture ?

Réglement de comptes ? Pas seulement : cette ligne de défense est la seule qui permette aux inculpés de s'en sortir. S'ils parviennent à démontrer qu'ils ne faisaient que suivre les instructions directes ou indirectes du président légalement investi, pourra-t-on continuer à les accuser d'avoir tenté un coup d'Etat ? En fait, leur but est d'accréditer l'idée que l'instauration de l'état d'urgence était légitime puisque l'intégrité de l'URSS était menacée, comme la suite des événements l'a abondamment prouvé.

M. Krioutchkov, lui, est beaucoup moins habile que M. Loukianov, même si ses propos vont dans le même sens. Dans le numéro du 13 février du journal *Sovietskaïa Rossia*, il publiait un article de lui où il accusait nommément M. Alexandre Iakovlev, ancien bras-droit de M. Gorbatchev et « père » de la politique de glasnost, d'être ni plus ni moins qu'un agent américain.

Selon M. Krioutchkov, M. Iakovlev aurait été approché par les services de renseignement américains en 1960 alors qu'il suivait un stage d'un an à Columbia University, à New York. Trente ans plus tard, en 1990, les Américains, peu satisfaits de son travail, auraient décidé d'envoyer à Moscou un émissaire pour demander à M. Iakovlev d'intensifier son action en faveur des réformes. M. Krioutchkov précise avoir apporté en personne ces précisions au président Gorbatchev qui aurait fait une nouvelle fois la preuve de son indécision en refusant de laisser inquiéter son collaborateur.

Les *Izvestia* du 23 février, dans un long article, mettaient, elles, en doute l'intelligence de M.

Krioutchkov après la publication d'un tel article. En effet, comment concevoir qu'un homme compromis avec l'ennemi depuis 1960 ait pu faire carrière dans l'appareil de la propagande du Comité central jusqu'à devenir chef de département par intérim, avant d'être envoyé à Ottawa comme ambassadeur, en 1973 ? Et dans le cas où un véritable agent des Etats-Unis ait pu parvenir jusqu'au Bureau politique du PCUS, que penser du travail du KGB et de M. Krioutchkov lui-même ?

En fait, en 1960, le groupe d'étudiants dont faisait partie M. Iakovlev (il avait alors 36 ans) fut bien approché par le FBI. C'était d'ailleurs tout à fait normal dans le contexte de l'époque (les échanges d'étudiants étaient plutôt rares). Il semble que, loin du pays, les Soviétiques aient pris quelques libertés avec les consignes et « fraternisé » avec les agents chargés de les détourner de la fidélité à la mère patrie du socialisme. Mais l'œil de Moscou restait posé sur eux. Sentant venir le vent, le responsable du KGB du groupe, M. Oleg Kalouguine, le futur général-dissident, qui lui aussi avait été touché par l'atmosphère délétère de l'Occident, se soit aussitôt repris et ait fait un rapport à qui de droit pour stigmatiser le comportement dangereux de l'un de ses collègues, le stagiaire Bekhteriev, qui était allé un peu plus loin que les autres. L'escapade new-yorkaise n'eut de conséquences que pour ce dernier : sa carrière fut bloquée et il disparut dans l'anonymat le plus absolu. Tous les autres stagiaires (on dit que M. Iakovlev était le seul du groupe à ne pas faire partie du KGB) poursuivirent leur ascension dans la hiérarchie du pouvoir soviétique.

Quelques jours plus tard, dans une interview télévisée, M. Iakovlev répondit aux accusations de l'ancien premier flic de l'URSS en disant simplement que s'il était un espion, M. Krioutchkov était son complice puisqu'il l'avait couvert pendant toutes ces années.

Les déclarations de M. Krioutchkov, en revanche, furent prises tout à fait au sérieux par des délégués au congrès du Parti communiste de Russie qui lui firent une ovation, ainsi d'ailleurs qu'à M. Loukianov, élu membre du comité exécutif qui tient lieu de comité central.

Les communistes, s'efforçant de conserver l'initiative médiatique, organisèrent également le « procès » de M. Gorbatchev devant un tribunal de « citoyens » qui condamna l'ancien président à la damnation éternelle, ce qui est plutôt curieux pour des matérialistes athées.

La reprise du manège habituel

A la veille de la manifestation du 23 février, à l'atmosphère exaltée qui régnait dans les milieux communistes et les ligues de nostalgiques de la puissance perdue correspondait une nervosité marquée dans les rangs eltsiniens. Chacun savait le test décisif : un rassemblement de masse ne ferait certainement pas tomber le régime, mais il

l'ébranlerait sérieusement. Sans compter l'effet d'entraînement qu'il pouvait avoir sur la recombinaison des forces « réactionnaires » dans le pays.

Les organisateurs avaient prévu une marche le long de la rue Tverskaïa-Iamskaïa, depuis la gare de Biélorussie jusqu'à la place du Manège, sous les murailles du Kremlin. La mairie de Moscou décréta que le lieu du rassemblement devait être la place Pouchkine, à mi-chemin entre le point de départ initialement prévu et le lieu d'arrivée, de manière à ne pas entraver la circulation déjà passablement difficile dans le centre de la ville. Mais les organisateurs décidèrent de passer outre, dans l'espoir que plus la manifestation serait longue et plus de badauds se joindraient à elle jusqu'à créer une force irréversible.

A l'heure dite, le cortège s'ébranla. On attendait une marée humaine ; entre vingt mille et trente mille personnes étaient au rendez-vous : les effectifs habituels de ceux que les Russes nomment les « conservateurs ». Février 1993 ne se transforma pas en réédition à rebours de celui de 1917.

Deux jours plus tard, le journal en langue anglaise *The Moscow Times* publiait les résultats d'un sondage qui donnait aux communistes une audience de 8 % dans le pays.

Une semaine plus tard, M. Eltsine, conforté, reprenait ses activités et déclarait que si le blocage parlementaire continuait, il pourrait être amené à choisir des « options » non prévues par les lois.

Pierre LORRAIN

VIRGINIE COULLONDON

LE RUSSISME

Enquête sur une autre
démocratie

Calès

HORIZONS NOUVEAUX EST & OUEST

Mensuel de l'Association d'Etudes Politiques Internationales,
publié avec le concours de l'Institut d'Histoire Sociale.

Président du conseil d'administration : Claude HARMEL

Principaux associés :

Claude HARMEL,
Pierre RIGOULOT, Morvan DUHAMEL

Directeur de la rédaction : Morvan DUHAMEL

Rédaction-administration
53, rue Sainte-Anne
75002 Paris

Prix de vente au numéro : 32 francs
Abonnement annuel : 330 francs
Etranger : 430 francs

Impression : EDIMPRA
20, rue Doudeauville,
75018 Paris - Tél. : 42.54.98.00
C.P.P.A.P. 59.594
ISSN 1169.3649.



L'ADIEU AUX CHARMES

Le communisme s'est effondré. Des lambeaux palpitent encore ici ou là. Des comportements qui en sont hérités. Des habitudes. Des effets de décomposition. Des traces. Mais il s'est effondré.

Même dans notre pays où, de n'avoir pas été réalisé, il a pu bénéficier longtemps de ce qui fait la force des illusions, le communisme a cessé, depuis en gros les années 60, d'être le modèle et l'espoir de millions de mécontents.

Mais en quoi peuvent aujourd'hui croire les mécontents... et les autres ? Quelle idéologie peut représenter pour eux un espoir ? Le pays est très largement déchristianisé, et la politique rejetée du fait des « affaires » et de son impuissance à régler des maux comme le chômage, l'injustice ou la violence sociale. Ni les socialistes, qui vont essayer une défaite électorale cuisante, ni les libéraux, qui vont seulement récolter le bénéfice de la déroute de leurs adversaires, ne font plus rêver massivement. Ni aucune autre force politique. Le nombre record de candidats aux élections législatives, en ce mois de mars 1993, n'apporte pas, comme certains commentateurs l'ont prétendu, la preuve que la politique ne se porte pas si mal, mais bien plutôt que les partis politiques traditionnels, les grandes institutions associatives ou syndicales, ne sont plus des forces de rassemblement, d'attraction et d'encadrement. C'est à une dispersion des candidatures, bien dans le registre de l'éclatement et du morcellement individualiste et communautaire évoquée par Paul Yonnet, que nous assistons...

Exit donc la foi militante, *exit* aussi l'espoir que suscitaient les perspectives politiques, plus fortement ancrés dans notre pays que partout ailleurs (l'Italie exceptée, peut-être).

Et c'en est fini – au moins pour quelques temps – des illusions, pour reprendre, en l'inversant, le titre de l'ouvrage tout récent et fort morose, de Baudrillard : « *L'illusion de la fin* ».

Fin du communisme.

Fin de la passion politique.

Mais aussi, et là on nous accordera qu'il y a un vrai motif d'inquiétude, fin de la foi dans la démocratie. L'urgence de la lutte contre le danger totalitaire masquait les questions que ne manque pas de susciter le cadre politique où nous vivons. Nous nous en tirions alors par des pirouettes, reprenant notamment la formule emberlificotée de Churchill sur la démocratie : « *le pire des régimes à l'exception de tous les autres* ». Aujourd'hui, libérés que nous sommes de l'affrontement Est-Ouest, de

l'opposition entre démocratie et totalitarisme, nous mettons en cause la première comme nous n'avions jamais osé le faire.

Jean-François Revel expliquait, il y a quelques années, comment les démocraties pouvaient mourir de leur naïveté et de leur complaisance face au communisme. Il s'intéresse aujourd'hui d'avantage aux dangers intérieurs qui les guettent, et à ce qui, dans un cadre comme celui de la France, peut corroller la démocratie. Ce fut aussi le sens de la courte expérience d'HORIZONS NOUVEAUX, se substituant à EST & OUEST pour analyser quelques uns des anticorps que la démocratie elle aussi peut produire ou favoriser spontanément : le trafic de la drogue, le banditisme organisé, la corruption, les fanatismes « communautaires » ou « nationaux », ou à l'inverse l'indifférence individualiste du grand nombre pour le Bien public, etc.

Dénoncer les insuffisances ou les dérives possibles de la démocratie n'est peut-être pas aujourd'hui si dangereux pour elle. On peut penser qu'au contraire, c'est une façon de la forcer à revivifier. Mais il n'est pas sûr que notre ami Revel aurait couru le risque de parler il y a seulement quatre ou cinq ans comme il vient de le faire dans son dernier ouvrage, de « démocrature », brouillant ainsi les contours du fragile régime dont il était (hélas) l'un des rares à prendre passionnément la défense.

Plusieurs expériences récentes d'ailleurs, en interdisant qu'on ramène la garantie de démocratie à l'existence d'élections libres, annulent le caractère antithétique que celle-ci entretient avec le totalitarisme : après tout, ce sont bien des élections à peu près libres qui ont maintenu au pouvoir les ennemis de la démocratie en Serbie et en Angola, en Lituanie ou en Roumanie, ou auraient dû les y porter, comme en Algérie.

Aujourd'hui, les seules idéologies qui se portent bien en France – l'écologie et l'humanitaire – affirment se situer hors du champ politique. Qu'on puisse y voir un mélange d'intentions sympathiques, d'utopies naïves et d'une charité désuète remise au goût du jour grâce aux moyens techniques de communication, qu'importe : c'est un autre monde qui est en train de naître. A nos petits-enfants, il sera aussi étrange d'entendre parler du « *centralisme démocratique* » et de la « *dictature du prolétariat* » qu'est déjà étrange, pour nos enfants, d'entendre évoquer le « *judéo-bolchévisme* » ou la « *ploutocratie anglo-saxonne* »... Autant dire, pour reprendre le mot de Branko Lazitch, qu'il était temps, maintenant que de tous côtés le charme est rompu, de marquer une pause...

Pierre RIGOULOT

EUROPE : LES PARTIS COMMUNISTES SE MEURENT, LES BALKANS BOUGENT

Les partis communistes en Europe et ailleurs montrent depuis quelques années les symptômes d'une grave maladie : les militants désertent leurs rangs, les électeurs abandonnent leurs candidats, leurs dirigeants se querellent, provoquent des scissions, et les signes de la « solidarité internationaliste » entre « partis frères » ne sont plus visibles nulle part.

Mesurons le degré de leur « maladie » sur le seul plan électoral, à partir des suffrages, exprimés en pourcentages, qu'ils ont recueillis lors des dernières élections parlementaires : Autriche 0,55 % ; Belgique 0,8 % ; Danemark 1,9 % ; Finlande 9,4 % ; France 11,3 % ; Allemagne 2,4 % ; Grèce 10,28 % ; Italie 16,1 % ; Pays-Bas 4,1 % ; Norvège 0,84 % ; Portugal 11 % ; Suède 5,8 % ; Suisse 0,8 %... Selon la logique « bourgeoise », ces chiffres sont suffisamment parlants pour permettre de prévoir la disparition graduelle, mais certaine du communisme en Europe.

Les dirigeants communistes possèdent quant à eux un autre instrument de mesure : la logique dite de Zimmerwald, du nom d'un village suisse, près de Berne, où se réunit en 1915 une poignée de socialistes révolutionnaires et internationalistes pour condamner la première guerre « impérialiste ». L'un des participants était Trotski, qui devait plus tard plaisanter, dans son autobiographie, sur le fait qu'un demi-siècle après la fondation de la première Internationale par Marx, il suffisait en 1915 de trois voitures pour transporter tous les militants socialistes révolutionnaires d'Europe. Or, seulement deux ans plus tard, la révolution éclatait et triomphait en Russie, puis se propageait dans plusieurs autres pays. Autre exemple de cette logique : en 1921, une douzaine de communistes chinois, représentant seulement quelques centaines de militants, fondèrent le Parti. Mais en 1949, ils envahissaient la Chine continentale tout entière. Selon cette logique, pourquoi un noyau révolutionnaire ne pourrait-il pas jouer un rôle analogue demain, une fois que la vague contre-révolutionnaire se sera retirée ?

Ce qui toutefois différencie les « Zimmerwaldiens » d'hier de leurs homologues d'aujourd'hui, ce n'est pas leur logique communiste, mais leur « habit idéologique ». Ceux d'hier professaient une ardente foi internationaliste ; les communistes, à présent, ne jurent que par le nationalisme. Si, selon le mot de Lénine formulé dès 1920, le

gauchisme est la « *maladie infantile du communisme* », on peut dire aujourd'hui que le nationalisme est devenu la maladie sénile du communisme. Il en est le principal mot-clé, aussi bien en Europe que dans le tiers monde. Ce mélange de communisme et de nationalisme constitue une telle réussite qu'il conduit, dans les analyses, à une double erreur : les uns n'y voient que le communisme, sans aucun apport sérieux du nationalisme ; les autres commettent l'erreur inverse et, par exemple, n'aperçoivent que le nationalisme dans le régime de Milosevic.

*
*
*

Jusqu'à maintenant, la Yougoslavie est le seul pays ayant connu l'expérience de ce mélange national-communiste, et même à deux reprises : le national-communisme de Tito, combattu par Moscou et soutenu par Washington ; et le nationalisme communiste de Milosevic, combattu par les Américains et défendu avec quelques velléités par les Russes. L'ex-Yougoslavie détient aussi le record des guerres locales qui l'ont déchirée : deux guerres ouvertes (serbo-croate et serbo-musulmane), une guerre à-demi cachée (croato-musulmane) et une dernière latente (serbo-albanaise).

Le déclenchement de ces guerres locales a suscité une redistribution des forces entre les grandes puissances. Au temps de la première guerre mondiale, puis lors de la signature du traité de Versailles, la principale grande puissance dans les Balkans était la France ; lors de la deuxième guerre mondiale, ce rôle fut assumé par la Grande-Bretagne ; et pendant la guerre froide, par les Etats-Unis. A l'heure actuelle, au seuil du XXI^e siècle, on voit se profiler dans les Balkans la silhouette de trois pays qui déjà, au XIX^e siècle, avaient joué un rôle analogue : l'Allemagne qui reprend son « *Drang nach Osten* », cette fois non pas militaire, mais économique et diplomatique ; la Russie, qui cesse de mener une politique soviéto-marxiste et tente un rapprochement avec les Bulgares et les Serbes ; et la Turquie qui apparaît à l'horizon...

Branko LAZITCH

ROUMANIE : TROIS ANS D'IMMOBILISME COMMUNISTE

« **N**ous assistons impuissants au retour en force du communisme ». Une carte de vœux, arrivée de Roumanie en janvier, contenait cette phrase qui, à elle seule, peut tenir lieu de bilan ou d'analyse détaillée. Retour consenti, certes, et par là-même d'autant plus incroyable ; communisme réformé, sans doute, mais pas suffisamment pour qu'il soit méconnaissable. Et même si, à l'Est, la Roumanie n'est pas vraiment la seule à avoir fait ce curieux choix, il n'y a là qu'une trop maigre consolation.

Les dernières élections (27 septembre et 11 octobre 1992) ont reconduit pour quatre ans Ion Iliescu à la tête de l'État, et ont donné à son parti la possibilité de contrôler les deux chambres du Parlement. A défaut d'une majorité absolue (c'est le seul progrès par rapport au scrutin de 1990), il a à sa disposition tout un éventail d'alliances possibles, allant du Parti socialiste du travail (ex-PC) jusqu'à la formation faussement nationaliste (PUNR) issue de l'ancien PC et de la *Securitate*.

Quant à l'opposition, elle n'a aucun moyen d'imposer quoi que ce soit au Parlement, et encore moins de bloquer la volonté législative du pouvoir – même en acceptant une alliance contre nature avec le parti « dissident » de Petre Roman, honni hier et courtisé aujourd'hui. Au surplus, en dépit de consignes claires et contrairement à toute logique, certains élus d'opposition votent parfois pour les pires initiatives du gouvernement. C'est que le concept « moderne » mais non encore clairement défini d'« opposition constructive » a été, lui aussi, mal assimilé en Roumanie.

Le FDSN (Front démocratique du salut national) du Président Ion Iliescu monopolise, aussi bien au Sénat qu'à l'Assemblée, les commissions les plus importantes : économie, politique étrangère, éducation nationale. En outre, il s'est assuré, au Sénat, la commission budget-finances, ainsi que celles de la défense, de l'ordre public et de la sûreté nationale. Par l'entremise de son allié, le PUNR, il a également fait main basse sur les commissions budget-finances à l'Assemblée, et sur celle de la privatisation au Sénat. Ironie absurde, c'est l'ex-PC qui a été chargé des questions de privatisation à l'Assemblée !

Fort de cette implantation massive, le Président s'est entouré sans vergogne de conseillers pour le moins douteux. On retrouve ainsi dans son entourage Dumitru Aninoin, ex-ambassadeur de Ceausescu (à Paris, entre autres) et proche des services

secrets de celui-ci. En tant que vice-ministre des Affaires étrangères, il avait représenté la Roumanie à la Conférence sur les Droits de l'homme qui s'est déroulée à Vienne en janvier 1989, et avait refusé de signer la déclaration sur les libertés religieuses. On trouve aussi Emilian Dobrescu comme conseiller présidentiel. Il a été, sous Ceausescu, président du Comité d'État pour la planification. MM. Pirvu et Desmireanu également conseillers du président ont été, eux, des théoriciens de la politique économique de Ceausescu.

En ce qui concerne le gouvernement, il se dit composé de technocrates, mais la presse d'opposition l'accuse d'être issu des sphères subalternes de la *nomenklatura* de l'ancien régime. Le cas le plus inquiétant est celui de Misu Negritoiu qui, en tant que président du Conseil de coordination de la stratégie et de la réforme économique, détient l'un des portefeuilles les plus importants. Selon Liviu Turcu, ancien maître-espion passé à l'Ouest, Negritoiu aurait travaillé depuis 1983 dans le réseau de la *Securitate* aux États-Unis ! Notons également que Iulian Mincu, ministre de la Santé, a été le cerveau du programme d'« alimentation scientifique » qui fut si cher à Ceausescu.

La présidence de la télévision – poste également sensible s'il en est – a été attribuée à Paul Everac, dramaturge, chantre du communisme et du régime de Ceausescu, et auteur de pièces viscéralement anti-occidentales. L'une de ses premières actions a été de rappeler à ses subalternes que, selon une vieille disposition légale non-abrogée, ils ont le devoir d'informer les autorités de leurs éventuels contacts avec des étrangers...

Razvan Theodorescu qui, à partir de 1990, s'est distingué par une action particulièrement négative à la tête de la télévision, s'est vu pour sa part propulser à la présidence du Conseil national de l'audiovisuel.

* * *

Cette situation est la conséquence de la rencontre entre le savoir-faire du pouvoir et l'amateurisme de l'opposition. Ainsi, il a suffi à Ion Iliescu d'annoncer une vaste réforme agraire – restée pour l'instant assez largement théorique – pour qu'une majorité écrasante de la paysannerie (environ 40 % de la population) lui soit acquise ; il lui a

suffi, également, de faire quelques nébuleuses promesses sociales pour que les couches les plus démunies se tournent vers lui.

A cela, l'opposition, sûrement honnête mais maladroite, n'a su répondre que par des propos assez ambigus pour effrayer et éloigner les électeurs. Sa stratégie pré-électorale frisant l'absurde (« *Nous n'irons pas là où les gens sont clairement contre nous* », décidait l'un des chefs de la campagne...) s'est doublée d'un désastreux choix des candidats (nombreux sont ceux qui ne sont même pas rendus, en raison de leur âge trop avancé, dans les circonscriptions qu'ils briguaient).

Incapable d'accepter sa défaite, l'opposition a commencé par dénoncer des fraudes électorales, plus ou moins réelles, sans même s'assurer, dans cette entreprise, l'appui des observateurs occidentaux, convaincus, eux, de la régularité du scrutin. Ensuite, elle s'est lancée dans une tardive et inutile recherche des responsables de l'échec – opération vaine, qui a mené à davantage de querelles et de divisions. C'est sous ces auspices peu prometteurs, et avec un goût de plus en plus prononcé pour le compromis, qu'elle a entamé son activité parlementaire.

Une activité qui devrait être fébrile et qui ne l'est point. La première tâche consisterait à revoir tout l'appareil législatif – énorme, il est vrai – des 45 ans de communisme. Presque la totalité des lois et décrets devrait être sinon abrogée, du moins réformée en profondeur. Il n'en est rien ! La Constitution votée à l'automne 1991 prévoit, elle, l'abrogation des seuls textes qui contreviennent à son esprit. Or, comme à certains égards elle demeure ambiguë, il se trouve que certaines lois résolument antidémocratiques (par exemple, celle déjà citée qui concerne les relations avec les étrangers) ne la contredisent pas de manière flagrante. Ces lois sont donc maintenues.

Le Parlement devrait, également, s'occuper du problème majeur de la réforme et de la privatisation. Là encore, tous les chemins semblent mener au chaos. A travers le curieux système des « bons de privatisation » – qui sont des abstractions pures, représentant des parts de l'ensemble des entreprises et dont la valeur nominale ne repose que sur des approximations – l'Etat s'est assuré le contrôle de 70 % de l'économie nationale. Quant aux P.M.E. et P.M.I., leur privatisation se fait très souvent au bénéfice de l'ancien directeur, soutenu financièrement par des anciens de la *nomenklatura* locale, et selon des estimations fantaisistes. Le secteur qui a le plus bénéficié de la privatisation est celui, peu significatif dans le cadre de l'économie nationale, des petits commerces. Mais, là aussi, on enregistre une infiltration massive des anciens de la *Sécuritate* ou du deuxième cercle de la *nomenklatura*. En outre, et le fait montre à quel point ce secteur est mineur, les 200 000 entreprises commerciales privées n'emploient que 40 000 personnes !

En règle générale – et, en ce domaine, la Roumanie n'est pas une exception à l'Est –, une catégorie

de personnes (*Sécuritate*, familles des hauts dignitaires de l'ancien régime, *nomenklatura* locale) est en train de s'emparer de l'économie et de faire main basse sur les finances du pays. Situation bien dangereuse pour les futures évolutions politiques du pays.

Enfin, le Parlement devrait se pencher avec plus de sérieux et de compétence sur le grave dérapage économique du pays. Depuis 1989, le PNB n'a pas cessé de baisser, inférieur de 16,5 % en 1992 par rapport à 1991. Le déficit budgétaire prévu pour l'année dernière devait être de 85 milliards de Lei. Il a atteint 241 milliards. Au lieu d'arriver, comme prévu, à une situation d'équilibre, le commerce extérieur a enregistré un déficit de 704 millions de dollars, les importations ayant augmenté de 23,1 % alors que les exportations n'ont enregistré qu'une progression de 4,6 %. Toujours par rapport à 1991, on a enregistré une baisse de 20 % de la production industrielle et de 7 millions de tonnes pour la production agricole. La Roumanie se trouve dans la situation paradoxale de devoir importer du blé ! 10 % de la population active (c'est-à-dire plus d'un million de personnes) est au chômage, bénéficiant d'une protection sociale plus que relative.

La monnaie nationale, le Leu, a perdu sur le marché mondial 98 % de sa valeur en trois ans. En 1992, l'inflation a atteint 285 %. Quant au dollar US, il est passé de 15 Lei en janvier 1990 à 480 Lei actuellement. Au noir – ce qui prouve la persistance d'un marché parallèle très actif, dû au manque de confiance dans les mécanismes officiels –, il s'échange à 750-800 Lei. Cette érosion de la valeur du Leu par rapport au dollar se traduit par une baisse dramatique de son pouvoir d'achat : en décembre 1992, il n'avait plus que 35 % de sa valeur de décembre 1991 (1).

Une situation catastrophique a donc mené à la paupérisation extrême une très large frange de la population (70 à 80 %, selon plusieurs estimations). Et cela sans aucune compensation, dans quelque domaine que ce soit.

L'actuel gouvernement semble vouloir jouer la stagnation – voire même la régression, selon certains observateurs roumains. Il est vrai que le Premier ministre, M. Nicolae Vacaroiu, ne fait rien pour contredire ces sombres prévisions. Ainsi, selon lui, l'Etat devra jouer pendant encore dix à quinze ans un rôle économique décisif, les entrepreneurs privés étant condamnés à se contenter, dans un climat général peu favorable, de petites entreprises commerciales ou de services.

Dans cette atmosphère de chaos où ceux qui, hier, détenaient le pouvoir politique, s'imposent aujourd'hui par le biais de l'économie, il est de moins en moins étonnant de constater la multiplication des nostalgiques de Ceausescu. « Au moins, disent-ils, les prix n'augmentaient pas

(1) Chiffres cités par Mihai Korné, dans « *Lupta - Le Combat* », n° 196, 22 janvier 1993, Paris.

chaque jour, nous étions tous à peu près au même niveau de pauvreté et l'ordre régnait dans le pays... ».

*
* *

Certes, voir la manière dont certains groupes s'emparent des prérogatives de l'Etat – dans un mouvement qui n'a rigoureusement rien à voir avec le libéralisme – peut surprendre. Mais dans une société entièrement déstructurée, le phénomène était à prévoir.

Le pouvoir économique, nous l'avons noté plus haut, est en train de passer entre les mains de l'ancienne *nomenklatura*. Celle-ci s'empare également d'une large partie du pouvoir culturel qui, comme dans tout système socialiste, est d'une importance majeure. Citons seulement le nom d'Adrian Paunescu, ancien poète officiel de Ceaucescu, qui avait failli se faire lyncher par la foule en décembre 1989, qui est devenu ensuite sénateur communiste, puis Président de la Commission culturelle du Parlement ! En outre, il fait partie de la délégation qui représente la Roumanie auprès de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe...

Des groupes de pression – dont certains membres étaient très proches de l'ancien régime – exercent, par le biais du contrôle financier et des exclusions, une sorte de crypto-censure particulièrement nocive. A travers eux, de plus en plus d'idées de gauche – souvent importées – s'imposent, incontournables. Rien, au milieu de la déroute générale, ne peut s'opposer au terrorisme culturel de ces élites auto-proclamées. Opposées ou non au pouvoir, elles prolongent le jeu de celui-ci, conduisant le pays vers une sombre et dangereuse impasse intellectuelle.

*
* *

Dans le domaine – tellement prisé à l'Ouest, mais souvent de manière partielle – des Droits de l'homme, il y a, certes, des acquis. On peut néanmoins les qualifier de boîteux. Et, pour une fois, ce n'est pas exclusivement par la faute du régime.

La liberté de circulation, par exemple, est totale. Mais, d'un côté, les prix des billets d'avion ou de train sont prohibitifs et, de l'autre côté, l'obtention d'un visa occidental relève de l'exploit. (Prix d'un billet d'avion aller-retour pour Paris et du visa français : 280 000 Lei, alors que le salaire mensuel moyen est de 30 000 Lei).

La liberté de la presse est, elle aussi, très grande. L'Etat exerce une censure technique (prix du papier, accès aux imprimeries, difficultés de distribution) d'une efficacité relative. En revanche, le nombre de lecteurs est en chute libre, car, dans une société où les problèmes matériels passent avant tout le reste, les gens se soucient peu des spéculations journalistiques. L'audiovisuel, en revanche, est complètement contrôlé par le pouvoir, qui ne se

prive pas d'utiliser la radio et la télévision comme moyens permanents de propagande, voire de désinformation.

Soulignons, dans le domaine des Droits de l'homme, une curiosité. La *Securitate*, dissoute en décembre 1989, s'est transformée, trois mois plus tard, en Service roumain d'informations. Virgil Magureanu, son patron, expliquait voici peu, devant le Parlement, les avantages des écoutes téléphoniques et de la surveillance du courrier, sans susciter une trop grande émotion...). Mais depuis l'installation de la « démocratie originale » préconisée par Ion Iliescu, d'autres services secrets ont fait leur apparition : celui, concevable, du ministère de la Défense ; celui, plus douteux, du ministère de l'Intérieur ; celui, rigoureusement injustifiable, du ministère de la Justice ; enfin, celui mis en place par le maire de Bucarest et qui, entre tous, semble le plus absurde !

Un autre organisme, de triste mémoire, poursuit son activité, alors que la Constitution de 1991 prévoyait sa dissolution : la « procureure ». Doina Cornea vient, d'ailleurs, d'être convoquée par cette institution qui lui reproche d'avoir enfreint l'article 162 du Code pénal – c'est-à-dire le même article qui, au temps de Ceaucescu, l'avait fait condamner ! Elle aurait « participé à un complot contre l'ordre constitutionnel »...

Autre élément qui a suscité de nombreuses polémiques : l'interdiction déguisée faite au roi Michel I^{er} de passer Noël en Roumanie. En 1992, le roi avait obtenu, au dernier moment, l'autorisation de passer les fêtes de Pâques dans son pays. La visite fut un véritable triomphe, avec des centaines de milliers de personnes dans les rues de Bucarest. En décembre, l'octroi d'un nouveau visa a été soumis à des conditions préalables inacceptables : le roi était censé reconnaître publiquement la forme républicaine de l'Etat, se soumettre à des fouilles corporelles à l'arrivée et au départ, respecter des trajets imposés, ne rencontrer que les personnes désignées par le gouvernement et dans des lieux choisis par ce dernier... Tout cela, sous peine d'expulsion immédiate. En outre, toute autre personne coupable d'avoir désobéi à ces dispositions « s'exposait aux rigueurs de la loi ». Il y avait une autre condition, beaucoup plus significative : le roi ne devait absolument pas rencontrer des personnes venant de Bessarabie. Or la visite royale allait coïncider avec un événement qui a produit une assez grande irritation à Moscou : la passation de l'église orthodoxe roumaine de Bessarabie sous la tutelle du Patriarcat de Bucarest. La corrélation est facile à faire.

Dans un livre publié récemment, Silviu Brucan, dont les agissements dans l'ombre du pouvoir demeurent indéfinissables, raconte un entretien qu'il a eu avec Gorbatchev peu avant la chute de Ceaucescu. Le maître du Kremlin lui donnait le feu vert pour le renversement du dictateur, mais lui conseillait le maintien d'un régime de type communiste. Tout semble prouver que son vœu, qui n'avait rien de pieux, a été exaucé...

Radu PORTOCALA

SUR STALINE, QUARANTE ANS PLUS TARD

Le 5 mars 1953, mourait Staline. Quarante ans plus tard, mois pour mois, notre publication fondée à la fin de 1948 (1) pour éclairer les esprits sur les réalités du communisme et sur l'entreprise de domination mondiale dont le centre était au Kremlin, disparaît à son tour. Elle disparaît pour cause de victoire (une victoire dans laquelle elle a eu sa modeste part) : parce que la menace qu'elle a incessamment dénoncée a cessé de peser sur le monde libre.

Certes, le mouvement communiste mondial, en s'effondrant, a laissé des traces. Des partis communistes survivent, sous leur appellation d'origine ou sous un nom d'emprunt, et ils essaient de maintenir ou de rétablir entre eux les contacts. Et les esprits, sans toujours le savoir, gardent et garderont longtemps la marque des idées communistes. Bref, un réveil du communisme n'est pas impossible à long terme, et même à moyen terme. Mais le monstrueux appareil de subversion et de domination mondiale construit à l'échelle de la planète par Lénine, Trotski, Staline et leurs successeurs est disloqué pour longtemps, peut-être pour toujours. S'il devait revoir le jour, ce ne serait sans doute pas sous la même forme, encore moins avec la même puissance. Des communistes conservent le pouvoir dans certains pays en Chine, en Corée du Nord, au Viêt-nam, à Cuba. D'autres gardent en d'autres pays la capacité de poursuivre une action subversive localement gênante, pour ne pas dire plus. Tout cela, qui n'est pas niable, n'empêche pas que le communisme ne représente plus un danger majeur ni pressant pour les libertés personnelles et les indépendances nationales.

Ce n'est donc plus le ton d'une revue de combat qu'appelle aujourd'hui son étude, comme au temps où il fallait frapper fort et crier haut pour être entendu. L'heure est maintenant venue d'adopter le ton plus serein et le recul de la recherche scientifique. Une recherche qui devra s'orienter – la tâche est immense – dans quatre directions principales :

– révéler, avec toujours plus de précision, les horreurs et les vices du système économique, social et politique que les communistes ont tenté d'instaurer partout où ils se sont emparés du pouvoir ; les rappeler sans cesse, sans craindre la monotonie, à la fois pour en entretenir la mémoire, qui risque de s'estomper très vite, et pour comprendre par quel enchaînement de causes et d'effets on en était arrivé là ;

– redresser les innombrables erreurs que la désinformation systématique et machiavélique des communistes a introduites dans tous les secteurs de la connaissance, et tout particulièrement en histoire ;

– libérer les intelligences des idées, de la langue, des façons de penser que les communistes ont répandues, qui sont d'autant plus redoutables qu'on ne sait pas le plus souvent qu'on les leur doit, et qui ne pourront être utilisées à nouveau sans risque, du moins une partie d'entre elles, qu'après un examen critique et sans complaisance, une remise à plat systématique ;

– montrer que le communisme n'est pas une création purement artificielle et qu'il se fonde sur certains penchants de la nature humaine qu'on ne peut pas déraciner, puisqu'ils tiennent à l'homme lui-même, des penchants qui d'ailleurs sont loin, bien loin d'être tous condamnables et en tout, mais dont nous ne pouvons plus ignorer désormais qu'ils sont susceptibles de déviations monstrueuses – comme la démonstration en a été faite dans la même période pour le patriotisme – et qu'en conséquence, nous devons les tenir sous haute surveillance.

*
* *

Que notre bulletin ait dû poursuivre pendant quarante ans sa mission après la mort de Staline suffirait à prouver, s'il en était encore besoin, que le péril par nous inlassablement dénoncé ne résidait pas dans la personne de Staline, mais dans le mouvement communiste lui-même, dans cette variété ou cette mutation du socialisme que tout le monde a fini par appeler, comme le faisait Staline lui-même, le « *marxisme-léninisme* ».

Le combat politique a ses exigences, hélas ! Il oblige à donner de la pensée, toujours complexe, une expression simplifiée si l'on veut qu'elle soit comprise, à ne pas heurter de front l'opinion généralement admise quand les rectifications qu'il conviendrait de lui apporter ne porteraient que sur des nuances dont la reconnaissance ne présenterait pas d'intérêt majeur pour le combat quotidien.

(1) Le numéro 1 porte la date du 15 mars 1949, mais c'est fin 1948 que fut fondée l'association éditrice et préparée la publication de la revue.

Nous avons donc, nous aussi, pratiqué à rebours le culte de la personnalité, parlé habituellement des « stalinien », du « stalinisme », comme si, dans le système dont nous révélions les tares, tout était imputable à Staline. Le malheureux ne méritait ni cet excès d'honneur, ni cette indignité ! Nous nous sentions d'autant plus « fautifs » en tenant le langage de tout le monde que nous savions fort bien que pour certains, pour les trotskistes en particulier, cette façon de dire était un moyen insidieux de détourner l'attention des véritables responsables, d'imputer au seul Staline ce qui revenait également à d'autres, à Lénine, à Trotski, à la doctrine elle-même.

Boris Souvarine s'amusait à donner au communisme une généalogie à la manière de celle du Christ dans l'évangile selon St Mathieu : Hegel qui engendra Marx, qui engendra Lénine, qui engendra Staline... Il aurait pu intercaler quelques noms – Engels, Kautsky, Plekhanov – et prolonger la liste, car, lui aussi, Staline transmet le flambeau. Mais ce flambeau, il l'avait reçu et, même s'il ne paraît pas permis de mettre les ancêtres et précurseurs de Staline au même niveau d'indignité et d'horreur que leur héritier ou leur disciple, c'est jusqu'à eux qu'il faut faire remonter ce qu'on a trop étroitement défini, et finalement masqué en l'appelant le stalinisme.

Certes, à ce courant d'idées et d'action, Staline a ajouté son « coefficient personnel ». Son apport a été divers et il conviendra d'en dresser un jour le bilan. L'essentiel tenait toutefois dans ce que notre bulletin devait le premier mettre en évidence, grâce à Valentinov (Volski) et à Boris Souvarine, bien avant que Khrouchtchev en eût apporté la confirmation dans son fameux « rapport

Le beau nom de stalinien

« Staline est mort. Il est horrible d'être obligé d'associer ces mots... Tous les travailleurs de France, les masses profondes de notre peuple partagent notre douleur... »

« Les enseignements de Staline éclairent notre route, nous rappellent l'impérieuse nécessité de la fidélité aux principes du Parti, de la lutte sans merci contre les déviations de la ligne marxiste-léniniste, de l'opiniâtreté dans l'application des décisions, de la confiance inébranlable dans la combativité de la classe ouvrière et des masses profondes du peuple. »

« Nous nous efforçons suivant la trace du meilleur stalinien français, Maurice Thorez, d'être dignes, nous aussi, du beau titre de stalinien. »

Jacques Duclos

(Allocution prononcée le 6 mars 1953
à la conférence nationale du PCF.

Cahiers du Communisme, mars 1953, p. 269).

secret » au XX^e congrès du PCUS en février 1956. En mars 1954, le BEIPI, futur *Est & Ouest*, publiait « *Un Caligula au Kremlin* ». L'article éclairait lumineusement ce qui, dans le système communiste, paraissait incompréhensible et proprement démentiel. Staline, en effet, était fou. Staline était atteint de la manie de la persécution et c'était cette manie qui, s'ajoutant à une cruauté sans doute naturelle poussée jusqu'au sadisme, donnait aux persécutions et au terrorisme inhérents à tout système totalitaire des dimensions injustifiables autrement, même si l'on adoptait la logique du système.

L'incrédulité fut totale : les beaux esprits reconnurent bien là notre volonté systématique de dénigrement, notre mauvaise foi de principe, notre vilenie naturelle. Nous étions de trop petits esprits et trop bas, trop mesquins pour reconnaître à un adversaire le moindre mérite, la moindre vertu. En réalité, les maniaques, c'était nous !

Il y eut des hésitations jusqu'au sein de notre équipe. Je me souviens de cette réunion du vendredi soir où l'un d'entre nous, pour appuyer la thèse de Souvarine, rappela qu'on pouvait avoir le cerveau profondément dérangé sans pour autant porter un entonnoir en guise de coiffure, crier, baver, se rouler par terre et ronger le tapis. A l'opposé, son contradicteur soulignait la parfaite cohérence entre d'une part le comportement de Staline, même dans ses formes apparemment aberrantes, inutilement cruelles, et de l'autre le fonctionnement d'un parti totalitaire qui n'admet même pas l'amorce ou la possibilité d'une divergence dans ses rangs et dans la société qu'il domine. Notre ami oubliait seulement que le délire, lui aussi, a sa logique et que certains déments conduisent des déductions apparemment impeccables à partir de leur idée fixe.

*
* *

Débarrassé de Staline et de sa démence, le communisme retrouvait la monstruosité qui lui est propre, sa perversité intrinsèque, sa propension naturelle, essentielle à écraser les volontés individuelles sous prétexte de les fondre en une volonté collective où elles se retrouveraient sublimées. Et il apparaissait que l'appareil, les mécanismes mis en place permettaient d'atteindre cet objectif sans qu'il fût besoin de recourir à ce surcroît de cruautés indicibles que Staline leur avait ajouté de son crû.

Il n'est pas du tout certain que Lénine s'il eût vécu, que Trotski s'il n'eût pas été assez maladroit pour se faire évincer du pouvoir, n'auraient pas poussé la terreur aussi loin que Staline. C'est de leur temps que l'odieuse mécanique de la terreur fut mise en place, déjà impitoyable, et l'on peut penser que l'exercice du pouvoir absolu eût entraîné, pour eux aussi, des déséquilibres mentaux.

Accordons-leur toutefois le bénéfice du doute. Il reste qu'après Staline, après l'évacuation d'outrances et d'aberrations qui portaient la marque indéniable de son délire personnel, le système communiste est demeuré à l'intérieur, là où il régnait, totalitaire et terroriste ; à l'extérieur, conquérant et expansionniste. Au temps de Brejnev et jusque dans les années où celui-ci n'était plus qu'une loque humaine, l'empire communiste continuait de s'étendre, et ce n'est pas la liberté qu'il amenait avec lui, ni la prospérité, ni la justice.

Même après l'intervention fulgurante de Soljenitsyne et la publication de *L'Archipel du Goulag* qui rompirent les maléfices, même quand le doute fut entré dans les esprits les plus serviles, chez ceux qui s'étaient le plus engagés, la machine continua d'avancer, rien ne semblant pouvoir arrêter sa marche inexorable.

Ainsi avions-nous vu juste quand, dès le début de notre action, nous nous en prenions non spécialement à un homme, quelque importance qu'il eût, mais à un système et à l'idéologie qui soutenait ce système. Qu'on se reporte aux numéros du BEIPI de mars et d'avril 1953, on y verra que la mort de Staline ne changea pas grand-chose à notre discours et que nous continuâmes sans hésitation à combattre « *le stalinisme sans Staline* » – ce fut d'ailleurs le titre de notre éditorial du premier numéro d'avril (notre bulletin était alors bimensuel), autrement dit le communisme tout court.

*
* *

Il se produisit en URSS, à la mort de Staline, quelque chose d'étonnant. On pourrait penser que les populations auraient alors poussé un soupir de

ODE À STALINE

Les Lettre françaises (le 12 mars 1953) et *France Nouvelle* (le 14 mars) publièrent une pièce en vers intitulée : « *Poème pour le Vel' d'Hiv* », d'un certain Henri Bassis qui, à peine croyable aujourd'hui (on croirait à une parodie), fournit un bon exemple du degré auquel avait atteint, en fait de mauvais goût et d'outrance, le culte de la personnalité chez les communistes français.

En voici des extraits.

C'est d'abord l'anxiété du monde à la nouvelle de la maladie de Staline :

« *Le Paris de Gavroche avait cessé de rire.*

Le printemps s'étranglait aux kiosques des journaux.

Des gens, depuis deux jours, s'apprenaient à souffrir.

Quarante mille voix chuchotaient chez Renault ».

On apprend la mort de Staline :

« *Et le deuil s'engouffra par les mots du speaker.*

La nuit devint la nuit et le monde orphelin ».

(Bien entendu, puisque Staline était le père des peuples.)

« *Un maître parle dans sa classe (1) et sa voix tremble.*

Il pique au tableau noir l'image de bonté.

Enfants, il vous aimait. Vos yeux clairs lui ressemblent.

Personne de meilleur n'a jamais existé !

L'avant-garde a gémi (2). Quelque chose qui craque

Et se brise et se noue dans la gorge de Jacques ».

(Il s'agit de Jacques Duclos.)

« *La forêt forte et drue, l'orage la secoue.*
Songe, songe à Maurice en larmes dans Moscou.

(Maurice, c'est Thorez ; le début du vers vient de Racine, dans *Esther* : « *Songe, songe, Céphise, à cette nuit cruelle...* »)

Suivent les litanies :

« *Camarade Staline,*

Ton nom sur l'avenir jette des ponts-levis !

Camarade Staline,

Ton nom, il est pour nous le pain de notre vie !

Camarade Staline,

Ton nom qui nous fait vivre, il aidait à mourir !

Camarade Staline,

Ton nom, il fleurissait les yeux de nos martyrs.

Camarade Staline,

Ton nom, il est l'orgueil, le drapeau du Parti.

Camarade Staline,

Ta ville – Stalingrad – m'a rendu ma patrie ! (3)

Camarade Staline,

Ton nom, c'est notre Paix, c'est notre citadelle !

Camarade Staline,

Ton nom, à tout jamais, nous lui serons fidèle ! »

Cette fidélité éternelle ne devait pas être de très longue durée. Mais nul ne pouvait prévoir, au PCF, que les camarades soviétiques traîneraient aussi vite aux gémonies Staline et son œuvre.

(1) Sans doute en application du mot d'ordre : « *Donner un contenu progressiste à l'enseignement* ».

(2) L'avant-garde, c'est le Parti communiste, avant-garde de la classe ouvrière.

(3) Réminiscence du vers d'Aragon : « *Mon Parti m'a rendu les couleurs de la France* ».

soulagement et tenté de mettre à profit l'occasion pour secouer le joug. Il semble qu'au contraire, une sorte de panique se soit emparée d'elles : qu'allait-il se passer maintenant que Staline n'était plus là ? Et bien des gens pleuraient.

Voilà qui donne à penser sur la fragilité du besoin de liberté que, pourtant, tous les hommes portent certainement en eux. Les peuples ont toujours aimé les tyrans qui les foulent...

Ainsi s'explique que ce ne soit pas sous la poussée d'une révolte populaire que le système communiste s'est effondré en Union soviétique. Même les mouvements nationalistes, qui sèment aujourd'hui la discorde et l'anarchie dans ce qui fut l'ancien Empire des Tsars avant d'être l'Union soviétique, n'ont joué aucun rôle dans cet effondrement, puisque, pour l'essentiel, ils se sont manifestés *après* cet effondrement, non avant. Ils n'en furent pas la cause, ils en sont l'effet, même s'ils plongent leurs racines en des temps très anciens.

Il a fallu que le Parti se cassât pour que ces sentiments, ces forces se libérassent, et d'autres en même temps, et il ne s'est pas cassé sous une poussée qui serait venue d'en bas de la société. Il s'est cassé par suite des maladresses de Gorbatchev qui a effrayé la *nomenklatura* en voulant mettre en place trop vite à tous les échelons du Parti des équipes dont il pensait qu'elles lui seraient fidèles parce qu'elles lui devraient leur promotion. Ses prédécesseurs en avaient usé ainsi, mais avec plus d'adresse ou de chance, en tout cas de succès. Ce ne sont pas les masses insurgées qui ont secoué le joug du Parti. Le Parti a cessé de les encadrer, dans certains secteurs au moins, avec la vigilance et la fermeté habituelles. Il a desserré son étreinte et les libertés en sont tombées comme d'une main crispée qui soudain lâche ce qu'elle tient.

Qu'on s'étonne, après cela, que tant de Russes ne savent pas que faire de la liberté, qu'ils hésitent à s'en servir, si même ils ne la redoutent pas !

Claude HARMEL

LA SITUATION EN ASIE CENTRALE

L'Asie centrale nouvellement indépendante offre le spectacle d'un renforcement des partis communistes locaux, reconvertis depuis peu dans le nationalisme. Aucun mouvement d'opposition n'a pu présenter une alternative crédible à la « *nomenklatura* » héritée du communisme. Partout les frontières artificielles créées par Staline ont été légitimées par les nationalismes locaux, dont les élites tentent aujourd'hui de créer des indentités nationales, souvent au mépris des réalités historiques. Ce nationalisme a été encouragé par les « *nomenklatura* » qui y cherchent une nouvelle légitimité, comme en Serbie ou en Roumanie.

La religion musulmane ne semble pas jouer contre les nationalismes puisque les différentes *muftia* d'Asie centrale, autrefois dépendantes de Tashkent, ont repris leur autonomie sur des bases nationales.

Le seul pays où un changement radical a semblé un moment possible, le Tadjikistan, est actuellement le théâtre d'une reprise en main féroce : des centaines de milliers de personnes ont été déplacées et on estime à plus de 100 000 le nombre des victimes des affrontements de ces derniers mois, sur une population totale de 5,5 millions d'habitants.

Les mouvements d'opposition au Tadjikistan

La décomposition du système soviétique au Tadjikistan a permis l'émergence, à la fin des

années 80, de deux forces d'opposition principales, démocrate et islamiste (1).

Les premiers mouvements d'opposition apparaissent en 1989, en particulier *Khâstorez Tadjikistan* (Renouveau du Tadjikistan), qui regroupe beaucoup d'intellectuels, souvent anciens membres du Parti. Le discours est nationaliste, avec une volonté de revenir à l'alphabet arabe, en usage jusque dans les années vingt, et d'intégrer culturellement le Tadjikistan dans l'aire iranienne. Cependant, l'attitude par rapport à la religion est distante ; il n'y a pas forcément de retour à l'islam chez ces intellectuels. On a, au contraire, mais de façon marginale, des tentatives pour ressusciter l'héritage zoroastrien du Tadjikistan. A l'origine, *Khâstorez* étaient un mouvement culturel, avant d'être officialisé comme parti politique en septembre 1991.

Le *Parti démocrate du Tadjikistan*, créé en août 1990, regroupe également une partie de l'intelligensia, désormais en rupture de ban avec le communisme. Son influence ne dépasse guère Douchambé et son absence de base sociale s'est fait cruellement sentir dans les récents événements.

Les islamistes du PRI (*Parti de la Renaissance Islamique*) recrutent essentiellement dans les campagnes et chez les populations récemment

(1) Sur les mouvements d'opposition, voir André Bertrand « *Naissance d'une opinion publique au Tadjikistan* », in *Asie centrale, aux confins des Empires, réveil et tumulte*, Autrement, 1992.

urbanisées (banlieues du Douchambé). La création du PRI tadjik, en octobre 1990, faisait écho à celle d'autres PRI dans l'ex-URSS (2), en particulier à Moscou, chez les Tatars de la Volga et au Daghestan.

Les relations entre le PRI et le clergé officiel sont bonnes. Le Qazi de Douchambé, Akbâr Turanjânzade, est une personnalité importante de la mouvance islamiste, même s'il n'appartient pas officiellement au PRI.

La stratégie du PRI est de réislamiser la société par le bas, en introduisant le mode de vie « islamique » (port du voile pour les femmes, réouverture de mosquées...). Le contenu strictement politique est plus difficile à cerner. La fascination pour l'Iran, pour des raisons surtout culturelles, s'oppose aux relations avec les Saoudiens. Ces derniers ont financé le réaménagement de la grande mosquée de Douchambé, qui devait ouvrir l'automne dernier.

Les émeutes de février 1990

La première crise survint en février 1990. Les émeutes commencèrent le 10 février et durèrent quatre jours. Contrairement à ce qui se passera plus tard, les manifestants étaient surtout des urbains. Ils voulaient obtenir la démission du président Nabiev, un apparachik lié au brejnévisme, et de son équipe.

Ces émeutes n'ont pas eu de dimensions ethniques. Il n'y a pas eu d'agression contre les Russes : Nabiev seul était visé, car il s'opposait à une ouverture politique. Finalement, l'armée reprit les choses en main, mais l'incapacité du gouvernement à gérer cette première crise a donné confiance aux manifestants.

Les élections de l'automne 1991

Pour légitimer son pouvoir, Nabiev organisa (comme dans les autres Etats d'Asie centrale) des élections présidentielles. Celles-ci, tenues à l'automne 1991, ont amené la victoire de Nabiev contre son rival, Davlat Khoudânazarov, soutenu par l'ensemble des partis d'opposition.

Nabiev l'emporta avec 57 % des voix, contre 30 % à Khoudânazarov, candidat unique des partis d'opposition. Ce dernier, ancien porte-parole de Gorbatchev, est un membre connu de l'Association des cinéastes tadjiks. Etant *pamiri*, il jouit du soutien de son ethnie, mais une grande partie de ses voix est venue probablement des islamistes, qui disposent des meilleurs réseaux et de la plus grande capacité de mobilisation.

L'épreuve de force du printemps 1992

En mars-avril 1992, une épreuve de force eut lieu à Douchambé entre les islamo-démocrates et les partisans de Nabiev. Deux groupes de manifestants s'affrontèrent pendant des jours, regroupés

sur deux places voisines de Douchambé. Les islamo-démocrates s'opposèrent donc aux *Kouliabis* montés du sud du pays pour soutenir Nabiev. Les Kouliabis ne sont pas à proprement parler des pro-communistes, ce sont souvent des paysans conservateurs qui refusent l'islam « *wahabbite* » (c'est-à-dire moderniste) du Qazi de Douchambé. Beaucoup de mollahs sont d'ailleurs venus avec eux, ce qui donne une opportune légitimité islamique à Nabiev.

Il serait donc faux de présenter ces journées comme un affrontement entre communistes et religieux. Le clivage passe plutôt entre populations soutenant les mollahs conservateurs et les islamistes modernistes qui s'inspirent d'un islam souvent opposé aux pratiques populaires.

Le « fait local » reste cependant déterminant, plus que l'appartenance à un parti. Dès le printemps 1992, on observait la montée en puissance des Kouliabis opposés aux gens de Garm, des banlieues du Douchambé et surtout de Kourgan-Tioubé, majoritairement acquis au PRI. Parallèlement, la base traditionnelle du Parti communiste, la région de Khojent, doit composer avec les Kouliabis qui étaient auparavant des opposants à l'intérieur du Parti. C'est bien l'alliance entre Khojent et Kouliab qui allait permettre la reprise en main du pays.

La pression des islamo-démocrates avait contraint Nabiev à se réfugier dans les locaux du KGB avant d'abandonner le pouvoir. Le résultat de cette épreuve de force fut la constitution d'un gouvernement d'union nationale sans dominante claire, mais avec une forte participation islamiste. Sur le fond, rien n'avait été réglé. L'administration était ouvertement dominée par des mafias se partageant les bénéfices de la corruption.

Quelques semaines après ce compromis, les premiers conflits eurent lieu dans le sud du Tadjikistan, au moment où Nabiev était en visite en Iran.

Dans cette crise, le jeu de l'Iran fut ambigu. D'un côté, Téhéran voulait jouer sa carte au Tadjikistan, qui lui est culturellement proche et lui fournit un allié en Asie centrale. Mais le plus important pour l'Iran est de ne pas compromettre ses relations avec l'Ouzbékistan, le géant régional, alors que le nationalisme tadjik s'oppose à l'hégémonie ouzbek, ce qui met l'Iran en porte à faux.

La répression

L'assaut des forces du kouliab et de Khojent, regroupées dans un Front national, contre les positions islamo-démocrates, commença véritablement à l'automne. Une session parlementaire extraordinaire à Khojent, endroit opposé aux islamo-démocrates, permit la victoire des partisans de Nabiev contre les islamo-démocrates

(2) Voir l'article d'Olivier Roy « *Le renouveau islamique en URSS* », in *Des nations aux ethnies en Asie centrale*, Revue du Monde Musulman et de la Méditerranée, n° 59-60, 1991 1/2.

menés par Akbarcho Iskandarov. Dès lors et malgré une réconciliation éphémère entre les adversaires intervenue le 25 novembre, la décision se fit par les armes.

Les forces Kouliabis, dirigées par Sangak Safarov, un ancien repris de justice, procédèrent à un « nettoyage » systématique des zones islamo-démocrates du sud (Kourgan-Tioubé) ; dans le nord, autour de Garm, les combats durent encore actuellement. La capitale, qui a été reprise par les partisans de Nabiev début décembre, a vu une véritable chasse à l'homme contre les islamo-démocrates. Les Pamiris furent également victimes d'une répression féroce.

Les islamo-démocrates, qui n'ont pas d'armements suffisants, sont également victimes d'une absence de commandement. Davlat Khoudanazarov n'a pas l'étoffe d'un chef et le Qazi a quitté Douchambé, sans qu'on sache même s'il est encore au Tadjikistan. D'autre part, le leader des islamo-démocrates au Parlement, Saheb Nazarov, a été assassiné à Douchambé fin décembre.

Malgré ce qui a parfois été dit, le rôle de l'Afghanistan ne semble pas avoir été important. Il est vrai qu'on trouvait cet été des hommes de Massoud à Douchambé et que ceux-ci distribuaient des posters du célèbre commandant afghan. Leur action ne semble toutefois pas être allée beaucoup plus loin (3). Un commandant du nord de l'Afghanistan, Basir Khaled, a fait probablement passer des armes aux islamistes, mais il ne faut pas exagérer la portée de ces trafics : les affrontements ont d'ailleurs montré une réelle disparité d'armement au détriment des islamo-démocrates. Plus généralement, le conflit afghan a eu un impact sur les mentalités et, pour les plus engagés, a peut-être été un modèle de Jihad. Cependant, rien ne permet de dire qu'il y a eu des contacts très importants avec les mudjaheddin.

Le nombre des victimes (environ 100 000) est dû à la férocité des combattants, qui massacrent les habitants autant que les combattants. C'est l'identité locale qui est visée dans les rafles, les habitants étant supposés avoir la couleur politique dominante de l'endroit.

Plus de 200 000 personnes seraient réfugiées dans les montagnes du Pamir et le nombre de réfugiés en Afghanistan dépasse 150 000.

Les succès remportés contre les islamo-démocrates n'ont cependant pas pu éviter à Nabiev d'être écarté par ses anciens amis, qui l'ont jugé trop compromis. Le pouvoir se partage donc aujourd'hui entre des personnalités de Kouliab, représentées par le nouveau président du Parlement, Ali Rahmanov, et celles qui sont originaires de Khojent, comme le Premier ministre Abdullahjdanov. Le ministère de la Justice a été confié à un ancien repris de justice, Iakoub Salimov, également originaire de Kouliab.

La « pacification » des montagnes du Pamir paraît hors de portée des forces du Front national et des zones d'insécurité semblent devoir y subsister encore pendant longtemps.

L'Ouzbékistan

L'Ouzbékistan n'a pas été déstabilisé comme le Tadjikistan par son indépendance. La « nomenclatura » communiste, sous la direction de Karimov, a su y gérer la transition avec plus d'habileté. En outre, les Ouzbeks, avec une population de 22 millions d'habitants, peuvent prétendre au rôle de leader régional et le nationalisme ouzbek, dont Karimov est le porte-parole, paraît populaire dans une partie importante de la population, où la guerre du Tadjikistan fait office de repoussoir.

Sur le plan intérieur, l'opposition est marginale. On trouve un Parti démocrate, *Birlik*, qui recrute surtout chez les intellectuels de Tashkent. Ce parti est actuellement combattu par les vieilles méthodes : son leader, Abourakhim Poulatov, a subi un traumatisme crânien après avoir été attaqué par des « inconnus ». Son frère, Aboumanob Poulatov, a été jugé et condamné fin janvier à trois ans de prison, au moment où le *Birlik* était interdit pour trois mois. Une réunion sur les droits de l'homme a été interrompue par la police et ses membres ont été arrêtés par la police...

Le mouvement d'opposition le plus important, *Erk*, malgré des positions plus conciliantes, est également en butte aux attaques du pouvoir. Son leader, Saleh, a démissionné du Parlement. Les élections présidentielles organisées début 1991 ont montré que, pour l'instant, Karimov n'avait rien à craindre des mouvements d'opposition, qui ne disposent pas de relais locaux suffisants pour espérer bénéficier d'une véritable implantation.

Cependant, un mouvement islamique important dans la vallée de Ferghana a été sévèrement réprimé l'été dernier. Le Qazi de Tashkent joue son rôle de chef du clergé officiel dans la tradition soviétique.

Les persanophones, présents surtout à Samarcande et à Boukhara, ont également manifesté, sans plus de succès, leur opposition à un régime qui se distingue par un nationalisme ouzbek agressif.

Seule, la dégradation continue de l'économie, probable en l'absence de toute réforme, peut à terme mettre en danger le pouvoir de la « nomenclatura » qui soutient Karimov. En tout cas, l'absence de base sociale des mouvements d'opposition, un peu comme les dissidents soviétiques il y a quelques années, interdit de penser à une évolution politique rapide.

(3) Interview avec des Afghans à Douchambé, juillet 1992.

La stratégie régionale de l'Ouzbékistan

Karimov cherche à assurer la paix à ses frontières en interdisant la contagion de tout mouvement révolutionnaire. Il a passé des accords avec le chef milicien afghan (et ouzbek) Rashid Dostum, qui contrôle une large partie de la frontière afghano-ouzbèke. Au surplus, le président ouzbek a reçu cet automne le chef du gouvernement afghan, B. Rabbani, pour garantir la stabilité de la frontière sud.

L'évolution de la situation au Tadjikistan a conduit Karimov à adopter deux mesures. D'abord, la fermeture partielle de la frontière terrestre avec le Tadjikistan, au moins dans les périodes les plus agitées. En outre, les liaisons aériennes ont été largement interrompues depuis l'été dernier.

Mais surtout, depuis octobre, existe une implication directe des forces ouzbèkes contre les islamo-démocrates. L'aviation ouzbèke est encore intervenue en janvier pour pilonner les islamo-démocrates dans la région de Garm.

La récente réunion, le 4 janvier, des cinq présidents d'Ouzbékistan, Tadjikistan, Turkménistan, Kazakhstan, Kirghizie (4), a marqué la constitution d'une sainte alliance destinée à sauvegarder les intérêts des diverses « nomenklatura » communistes. Le soutien de la conférence à Eomal Rakhmonov, le nouveau président tadjik, a été sans ambiguïté.

La position ouzbèke est d'autant plus forte que la Russie a adopté une position largement similaire. Faussement neutre au départ, la Russie a évolué vers un soutien militaire à Nabiev et aux milices kouliabis. Les armes neuves dont disposent ces dernières viennent directement des stocks de l'armée soviétique et ont largement contribué à faire la différence lors des affrontements de ces derniers mois. Par crainte de l'apparition au Tadjikistan d'un mouvement islamiste déstabilisateur pour l'ensemble de l'Asie centrale, et aussi pour sauvegarder leurs bonnes relations avec l'Ouzbékistan, les Russes ont joué l'écrasement du mouvement d'opposition. Les troupes russes se sont déployées le long de la frontière afghano-tadjik pour empêcher les infiltrations et les transports d'armes.

Les récentes déclarations de Boris Eltsine (fin février) demandant à l'ONU de reconnaître un droit d'intervention dans l'ex-URSS à la Russie vont dans le sens de la reconstitution sinon de l'Empire, du moins d'une sphère d'influence russe. En Asie centrale, l'Ouzbékistan semble vouloir appuyer ce projet, comme en témoignent les accords passés entre l'Ouzbékistan et la Russie sur la création d'une zone militaire unique, moyen d'une véritable intégration militaire.

Gilles DORRONSORO

(4) A l'exception du président kirghize, Askar Akaïev, qui n'est pas un ancien communiste. Cela explique d'ailleurs les facilités données aux réfugiés tadjiks dans son pays et la possibilité pour les associations humanitaires de passer par la Kirghizie pour aller travailler dans le nord du Tadjikistan.

OLIVIER ROY

L'ÉCHEC DE L'ISLAM POLITIQUE

ÉDITIONS DU SEUIL
27, rue Jacob, Paris VI^e

Quelle Russie ?

Les racines et les rêves d'une société dépaylée

Dirigé par Anne Coldefy-Faucard

Éditions Autrement - Série Monde HS 67-68



chroniques

Commémoration hypocrite de la rafle du Vél d'Hiv

Les communistes français se sont bruyamment félicités de la publication du décret récent instituant le 16 juillet « *journee nationale à la memoire des victimes des persécutions racistes et antisémites* » pendant la seconde guerre mondiale : « *L'extrême sensibilité des communistes contre toutes les manifestations de racisme marque toute l'histoire du mouvement antiraciste français* », a expliqué Francette Lazard, « *dirigeante du PCF* » (*l'Humanité*, 4 février 1993). « *On sait aujourd'hui l'horreur, l'humiliation qu'ont vécues 8 000 juifs raflés, parqués, entassés dans le Vélodrome d'Hiver par la police française...* », a précisé le lendemain Magali Jauffret dans le quotidien communiste, ajoutant : « *...l'antiracisme fait intrinsèquement partie de leur identité (celle des communistes) et du sens qu'ils donnent à leur vie* ».

Ainsi l'histoire est-elle réécrite. Mais si on laisse sans réplique ces affirmations mensongères, qui saura, demain, que les communistes se sont abstenus à l'époque de protester dans leur presse contre la rafle du Vél d'Hiv, dont ils avaient eu connaissance les premiers ? Ils se sont même félicités, à la Libération, de voir la police parisienne décorée par le général De Gaulle de la fourragère pour son attitude sous l'occupation ! Comment ne pas se souvenir aussi de la participation active des communistes français aux campagnes antisémites menées par la propagande soviétique après la guerre, ce qui valut même à l'un de leurs respon-

sables une condamnation pénale clairement motivée ?

La rafle du Vél d'Hiv

Le Parti communiste, très exactement deux institutions qui dépendent de lui, les Editions sociales et l'Institut Maurice-Thorez, ont publié en 1975, en deux gros volumes, la reproduction en photocopie de *l'Humanité* clandestine de 1939 à 1945. Ouvrage monumental, dont la publication fut saluée comme « *un événement scientifique et politique* » lors d'une grande réception donnée par le Comité central (*l'Humanité*, 4 octobre 1975).

Or, reportons-nous aux numéros de l'organe communiste parus juste après la rafle du Vél d'Hiv : ni dans le N° 171 du 17 juillet 1942 (ce qui est normal), ni dans les N°s 172 du 24 juillet, 173 du 31 juillet, 174 du 7 août, ni plus tard, il n'est fait la moindre mention de l'arrestation en masse des juifs par la police parisienne le 16 juillet, ni de leur déportation ultérieure.

Pourquoi ce silence ? On hésite à répondre, de peur, peut-être, d'avoir à se demander si les communistes, à l'époque si aptes et si prompts à se saisir de tout ce qui pouvait dresser la population française contre l'occupant, n'ont pas considéré que dans l'état d'alors de l'opinion française, la défense des juifs n'était pas très « mobilisatrice »... Soyons juste : De Gaulle non plus, dans aucun de ses discours de Radio-Londres, tels du moins qu'ils ont ensuite été publiés, ne jugea utile d'évoquer l'événement, même de façon allusive...

Pour les communistes, il y a plus grave. Les dirigeants du PCF avaient eu connaissance du projet de rafle lors de sa préparation, par les informateurs dont ils disposaient au sein de la police parisienne. Un de leurs militants en vue, Francis Cohen, dirigeait à l'époque un petit bulletin clandestin, « *L'Université libre* », fondé par deux autres intellectuels communistes, Jacques Solomon et Georges Politzer (fusillés tous deux le 23 mai 1942 par l'occupant). Or, dans le numéro du 5 juillet 1942, c'est-à-dire onze jours avant la rafle du Vél d'Hiv, un article avait paru, rappelle d'ailleurs *l'Humanité* du 16 juillet 1993, pour « *alerter les juifs* » sur les menaces de plus en plus précises qui pesaient sur eux : « *Faites-le savoir à ceux que vous connaissez !* », exhortait l'auteur de l'article. « *Aidez-les à se défendre !* »

Dans ces conditions, pourquoi *l'Humanité* clandestine, qui bénéficiait d'une diffusion plus importante que le modeste bulletin communiste destiné aux membres de l'enseignement supérieur, ne relayait-elle pas celui-ci ? Pourquoi ne fit-elle pas écho à sa mise en garde pathétique ? (1) Il est parfois des silences complices.

Antisémitisme en URSS... et au PCF

La raison de ce silence peut s'expliquer par le fait qu'à la même époque, les juifs faisaient en URSS l'objet de persécutions massives : le PCF ne pouvait condamner les antisémites opérant en France sans condamner implicitement ceux qui opéraient en URSS à l'instigation de Staline. Or, tout ce qui se passait en URSS et tout ce qu'entreprenait Staline impliquaient leur approbation automatique...

En 1939, entre 600 000 et un million de juifs polonais se trouvèrent englobés dans la zone

(1) On lira, à ce propos, l'étude fort documentée de Stéphane Courtois, « *Que savait la presse communiste ?* », parue dans l'ouvrage collectif publié sous sa direction et celle d'Adam Rayski, « *Qui savait quoi ? L'extermination des juifs, 1941-1945* », Edition de la Découverte, Paris 1987.

occupée par l'armée Rouge. Leur sort a été évoqué à maintes reprises par différents témoins et auteurs, notamment par le rabbin A. Petchenik dans son livre « *Zionism and Judaism in Soviet Russia* » (New-York, 1943), où on lit : « *En deux jours et deux nuits, près d'un million de Juifs furent entassés dans des wagons à bestiaux, dans les plus horribles conditions, et déportés vers l'Oural et la Sibérie. Le voyage, sous de telles épreuves, dura de quatre à six semaines. Quand ils arrivèrent à destination, ils durent subsister de pain et d'eau après d'exténuantes journées de travail dans les forêts* ».

Gregor Aronson, dans son livre « *Soviet Russia and the Jews* » (New-York, 1949), a expliqué que « *lorsque le gouvernement soviétique, en 1946, permit aux Polonais de rentrer chez eux, environ 150 000 seulement de ces Juifs subsistaient, qui se hâtèrent éperdument vers l'Ouest où tout était ruines et deuil. Encore dans ce nombre entre-t-il une certaine quantité de Juifs russes camouflés polonais pour quitter le paradis infernal* » (2).

Jamais, après la guerre, l'*Humanité* n'évoqua le sort de ces juifs victimes de l'antisémitisme soviétique : cet antisémitisme était toujours en vigueur, un antisémitisme auquel les communistes français jugeaient bon de faire écho, malgré la difficulté de la tâche. Mais que ne refusaient-ils pas à Staline ? Feuilletons, à titre d'exemples, quelques-uns de leurs journaux du seul mois de janvier 1948. Le 7, l'hebdomadaire *Action*, qu'ils contrôlaient, voulant outrager un ministre juif, se moque de son « *châle à prières* » et fustige son « *arrogance messianique* ». Le 10, un autre journal communiste, *l'Aisne libre*, explique que les noms de Jules Moch, Léon Blum et René Mayer « *ne sentent ni la Beauce, ni le Berry* ». Le 14, dans l'hebdomadaire de la CGT *La Vie Ouvrière*, dont les communistes se sont déjà emparés, l'un d'eux, Gaston Monmousseau, explique doctement que « *Blum en yiddisch signifie*

fleur ». Le 15, l'*Humanité* présente « *les hommes du parti américain* » en caricatures du style des dessins antisémites traditionnels... Cette campagne était commencée depuis plusieurs mois. Elle dura jusqu'à la mort de Staline, se ralentit alors, puis reprit de plus belle. « *Nous, communistes, n'avons que de vrais noms français* », s'exclamait le député Arthur Ramette.

Cette campagne antisémite culmina évidemment lors du procès de Rudolf Slansky à Prague, en novembre 1952, au cours duquel onze des quatorze accusés étaient juifs ; puis lors du « *complot des blouses blanches* » à Moscou, en janvier 1953 : six juifs figuraient parmi les neuf « *médecins terroristes* » déclarés coupables d'avoir voulu « *abrégé la vie* » de dirigeants soviétiques... « *Ils avaient été recrutés par une filiale des services d'espionnage américain, l'organisation nationaliste bourgeoise juive internationale Joint* », expliqua la *Pravda*. L'*Humanité* relayait le journal soviétique... et ne présenta pas d'excuses à ses lecteurs lorsque, Staline mort, le complot s'avéra imaginaire.

Une condamnation pour incitation à la haine raciale

L'antisémitisme, on le sait, survécut à Staline en URSS... et du même coup chez les communistes français, sous des formes diverses. Une fois, en 1972, les limites légales furent à ce point franchies que la Ligue Internationale contre le Racisme et l'Antisémitisme (LICRA) porta plainte contre l'un d'eux, et gagna le procès.

Le Bureau soviétique d'information à Paris éditait à l'époque un bulletin intitulé *URSS*. C'est un responsable du PCF, par ailleurs conseiller municipal d'une commune de la banlieue parisienne, qui en était le directeur. Le 22 septembre 1972, ce bulletin publia un article intitulé « *l'Ecole de l'obscurantisme* » dans lequel on lisait : « *... les écoliers israéliens, à peine ont-ils appris à lire et à écrire,*

répondent à la question : comment traiter les Arabes ? par : il faut les massacrer ! La sauvagerie commence sur le banc de l'école ». Suivait cette description de leurs ouvrages scolaires : « *d'après la conception fondamentale de ces « manuels », en particulier du livre Shulhan-Aruh, le monde doit appartenir aux adeptes du tout puissant dieu Jahvé, au nom de quoi ces derniers peuvent revêtir n'importe quel masque. Les biens des non-judéens ne leur appartiennent que provisoirement, en attendant d'être remis entre les mains du « peuple élu* ». *Lorsque ce peuple surclassera numériquement les autres peuples, « Dieu les leur livrera tous à massacrer définitivement !* » (...)

« *Ces règlements répugnants et odieux, la haine des autres peuples, ont été inculqués dès le berceau à des générations entières d'Israéliens, auxquels il est prescrit de « massacrer les goyas sous les voûtes divines » (Orah-haim 690,16). Ces lois du judaïsme sont inscrites dans le règlement de l'armée israélienne et leur transgression est réprimée par voie disciplinaire. Elles constituent l'essence même de la politique de l'Etat sioniste* ».

La LICRA porta donc plainte. Il apparut à l'audience, après audition de M. René Cassin, vice-président du Conseil d'Etat, que ce long article était directement inspiré des fameux *Protocoles des Sages de Sion*, un faux antisémite bien connu datant de l'époque des Tsars. Le directeur du bulletin fut déclaré « *coupable du délit de provocation à la discrimination, à la haine ou à la violence raciales, prévu et réprimé par l'article 24, alinéa 5 de la loi du 29 juillet 1881, modifiée par la loi du 1^{er} juillet 1972* ». Il fut condamné à une amende maximum...

(2) Sur l'antisémitisme régnant en URSS et chez les communistes à cette époque, on lira avec profit la brochure intitulée *Les communistes et les « juifs »*, parue en supplément au numéro 9 (mai 1951) de la revue « *Contactés littéraires et sociaux* ». Signée Gédéon Haganov, elle était due à la plume de Boris Souvarine.

Il faudrait des pages et des pages pour relever les exemples d'antisémitisme qui ont parsemé la presse communiste française de cette époque, sous forme d'articles, de déclarations et de caricatures, ceci jusqu'à l'effondrement de l'URSS.

Alors, quand aujourd'hui *l'Humanité* explique, par la plume de Magali Jauffret, que « *l'antiracisme fait intrinsèquement partie de l'identité des communistes* », on reste pour le moins dubitatif.

Morvan DUHAMEL

Le « Maitron », victime de la domination intellectuelle du « marxisme-léninisme »

Il faut se faire violence pour ne pas mêler à l'unisson sa voix au concert de louanges qui montent de toutes parts vers le « Maitron » : le « *Dictionnaire biographique du Mouvement ouvrier français* », dont Jean Maitron eut l'idée il y aura bientôt quarante ans et dont il fut, tant qu'il vécut, le maître d'œuvre inlassable, persévérant et actif. L'entreprise était folle et son achèvement tient du prodige. L'œuvre est monumentale, et non seulement par la masse de ses quarante-trois volumes. Le « Maitron » est désormais un outil de travail indispensable pour tous ceux qui voudront étudier les mouvements ouvrier et socialistes depuis le début du XIX^e siècle. On voudrait l'avoir fait.

Hélas ! L'ouvrage n'est pas sans défaut, et ils sont graves.

Bien entendu, il n'était guère possible d'éviter certaines imperfections, des oublis, des erreurs, ou plus encore des « manques » dans les notices biographiques de ceux qui ont eu les honneurs du Dictionnaire. Ce ne sont là que des vétilles et l'on peut espérer qu'un ultime volume y mettra bon ordre : le grand « Larousse » du XIX^e siècle n'a-t-il pas eu ses suppléments ?

Les défauts majeurs et contre lesquels il est un devoir de mettre en garde le chercheur attentif tiennent, et c'est cela qui est grave, à l'esprit du livre, à la philosophie générale qui a présidé à la conception et à la réalisation du Dictionnaire : il

porte la marque de l'idéologie dominante dans les milieux intellectuels de gauche (et bien au-delà), de la Libération au début des années 70, ce qu'on appelle pudiquement le « marxisme-léninisme », tout le monde sachant bien qu'aux noms de Marx et de Lénine, il faudrait ajouter ici celui de Staline.

Qu'on nous entende bien. Œuvre de longue haleine et qui fut construite en quarante ans, le « Maitron » n'a pas échappé à l'évolution générale des idées. Ses derniers volumes ont bénéficié du discrédit grandissant, puis de l'effondrement du mouvement communiste. Une analyse un peu fine révélerait sans doute l'existence de deux « Maitron », en gros le « Maitron » d'avant la publication de « *l'Archipel du Goulag* » et celui d'après, car on peut tenir pour assuré que ce fut le grand ouvrage de Soljenitsyne qui rompit le charme qui aveuglait les intelligences, paralysait les esprits. On trouve d'ailleurs parmi les collaborateurs du second « Maitron » des hommes à qui on n'aurait pas offert d'entrer dans les premières équipes, eux ou leurs pareils. Les temps ont changé, le « Maitron » aussi. Non assez toutefois pour avoir corrigé les défauts, on peut dire les vices initiaux.

*
* *

Le premier qu'il faille reprocher au « Maitron » surprendra peut-être, parce que Jean Mai-

tron s'est rallié à une pensée qui a fini par devenir commune. Mais une erreur partagée n'en est pas moins une erreur. Il a intitulé son ouvrage : dictionnaire du mouvement ouvrier ; il aurait été plus exact de dire dictionnaire du mouvement ouvrier et du (ou des) mouvement(s) socialiste(s). Ce n'est pas la même chose, et de beaucoup s'en faut. Maitron avait-il oublié que les zéloteurs de Marx font mérite à l'auteur du *manifeste communiste* d'avoir réalisé la synthèse du mouvement ouvrier et de l'idée socialiste, ce qui signifie bien qu'il existe deux réalités spécifiques ? Et Lénine n'a-t-il pas surenchéri en montrant que la classe ouvrière n'allait pas spontanément au socialisme, y compris la classe ouvrière organisée, qu'elle ne pouvait même pas parvenir d'elle-même à la conscience de classe, qui devait lui être inculquée de l'extérieur ?

Certes, l'idée socialiste a profondément contaminé la pensée ouvrière, la pensée syndicale. Certes, les partis socialistes se sont agrippés aux organisations ouvrières, et ils sont parvenus dans une trop large mesure à les détourner de leur action émancipatrice en faveur de ceux qui travaillent de leurs mains et vivent de leur salaire – et cela jusqu'à les mettre au service du communisme totalitaire. Même avant qu'on ait su à quelles horreurs cette contamination pouvait conduire, le devoir de l'historien était de dissiper la confusion et de montrer que, parmi des interférences indéniables, il a toujours été possible de distinguer mouvement ouvrier et mouvement socialiste. Le la n'a-t-il pas été donné dès le départ, ou presque, quand l'ouvrier Henri Tolain, l'un des authentiques fondateurs du mouvement syndical en France et de l'Association Internationale des Travailleurs, la première Internationale, demanda, sans succès hélas ! en 1865 et 1866 que les intellectuels fussent écartés de l'Internationale et de ses groupes, sans en excepter Marx lui-même ?

Jean Maitron n'a pas songé à résister à l'idée dominante. Il a

pensé qu'avaient droit au dictionnaire tous ceux qui avaient assumé une fonction quelconque, même modeste, dans les syndicats, les associations ouvrières de production et de consommation, ce qui allait de soi, mais aussi dans le parti communiste, dans le ou les partis socialistes, dans les milieux anarchistes, et cela même s'ils n'étaient pas des ouvriers, ni de près ni de loin.

Sans doute est-il un peu ridicule de se plaindre que la mariée soit trop belle et que le marchand vous donne treize œufs à la douzaine (et en l'occurrence plus que treize). C'est boudier son plaisir. Mais le plaisir qu'on prend à lire les onze grandes pages consacrées à Aragon (elles sont de Mme Nicole Racine) ne peut pas faire oublier que l'écrivain dont la lucidité politique n'a jamais atteint à la hauteur de son talent littéraire n'avait pas sa place dans un Dictionnaire biographique du Mouvement ouvrier.

En l'y faisant figurer, lui et beaucoup d'autres, on entretient les plus funestes confusions.

* * *

Si encore Maitron n'avait fait qu'ajouter un dictionnaire du mouvement socialiste au dictionnaire du mouvement ouvrier, en feignant de croire que c'était la même chose ! Mais le même préjugé idéologique l'a amené à exclure du dictionnaire du mouvement ouvrier des militants qui y avaient sans conteste droit de cité, mais qui n'ont pas adhéré au mouvement socialiste ou pris part à l'une de ses manifestations. Si certains d'entre eux figurent cependant dans le « Maitron », ou bien on ne s'est pas fatigué pour pousser leur biographie, ou bien on a présenté leur action avec une pointe de réprobation, qui déplaît dans un dictionnaire.

Prenons deux exemples, celui d'un homme et celui d'une « pé-

riode » – tous deux du siècle dernier, un peu pour ne pas se laisser entraîner dans des polémiques, et aussi parce que les derniers tomes du Maitron souffrent beaucoup moins de ce parti-pris.

Dans la série 1871-1914, deux Veyssier figurent, l'un et l'autre sans prénom. Le premier : « *délégué de l'union syndicale (?) de Paris au Congrès du Havre (1880). V. se rangea parmi les « barberettistes »*. Le second : « *Il assista comme délégué au congrès constitutif de la Fédération nationale des Syndicats qui se tint à Lyon en octobre 1886. Il y représentait divers syndicats* ».

En vérité, il s'agit du même personnage, fondateur de la première organisation syndicale qui ait eu une vocation à la fois nationale et interprofessionnelle (autrement dit confédérale), l'Union des Chambres syndicales ouvrières de France, dont l'organe (que Veyssier publia jusqu'en 1905, bien après la disparition de l'Union) s'intitulait : *Le Moniteur des Syndicats*. Veyssier tenta d'empêcher la création de la Fédération nationale des Syndicats, dont l'orientation politique lui paraissait funeste, mais on lui en voulait surtout d'avoir aidé Waldeck-Rousseau à faire voter la loi de 1884 sur les syndicats (il fut fait chevalier de la Légion d'honneur, quel crime !). Quant à son « barberettisme », du nom de Barberet, autre mal-aimé du Maitron, il consistait à réclamer la liberté syndicale, des lois protectrices du travail, la négociation de contrats collectifs avec les patrons, l'institution par la mutualité d'une aide aux chômeurs, aux malades et aux vieux travailleurs, la création auprès des pouvoirs publics d'organes consultatifs à participation ouvrière, le développement des prud'hommes. C'était impardonnable aux yeux des révolutionnaires. De quoi se faire exclure du livre d'or des mouvements ouvriers : exclusion toute stalinienne, mais, il faut le noter, car le fait est plein de sens, bien antérieure à Staline : le stali-

nisme était en germe dans l'idée socialiste.

* * *

Considérons maintenant les six volumes qui couvrent les années 1864-1871. Ce découpage témoigne déjà d'un parti-pris. Les limites de la période sont 1860 d'un côté, 1884 de l'autre. Mais Jean Maitron a décidé le plus arbitrairement du monde de ramener le mouvement ouvrier de ce temps-là à l'Association internationale des travailleurs et à la Commune. Hors de celles-ci, point de salut, point de droit d'entrée dans le dictionnaire. « Vous n'êtes pas militant ouvrier, mais vous avez fait le coup de feu sous la Commune : vous avez droit au dictionnaire. Vous êtes un militant ouvrier, mais vous n'avez pas été communard : allez porter ailleurs votre biographie. »

En 1867, les ouvriers tailleurs parisiens firent grève pour obtenir un relèvement des salaires. La grève fut organisée dans le respect de la législation de l'époque. En particulier, les autorisations de se réunir furent demandées dans les formes et d'ailleurs obtenues, jusqu'à un refus final auquel les instigateurs du mouvement se plièrent. Aucune violence ne fut à déplorer. Mais les militants tentèrent, le mouvement fini, de perpétuer la caisse de chômage, nous dirions la caisse de grève, sous la forme d'une « Société de crédit mutuel, de solidarité et de prévoyance » (en fait, une chambre syndicale) pour aider les ouvriers tailleurs « à résister, par tous les moyens que leur donne la loi, contre l'avitissement toujours croissant des salaires et... à maintenir la limite de dix heures de travail au plus ».

Ce faisant, ils tombaient sous le coup de la loi qui ne permettait pas de constituer sans autorisation des associations de plus de vingt personnes. Six meneurs furent traduits en justice et condamnés chacun à 500 F d'amende et aux dépens : A. Berni, P.P. Bance, L. Coulon, F.

Jeauray, J.B.H. Jalinier, F. Deguerque, tous ouvriers tailleurs.

Aucun de ces noms ne figure dans le Maitron. A l'inverse, vous y trouverez (entre autres, et ils sont légion) un « *Deschamps Alexis Désiré, né le 18 octobre 1822 à Paris : ouvrier boutonier. Ancien militaire, il avait été condamné cinq fois pour rébellion, cris séditieux, attentats à la pudeur. Gardé national au 163^e bataillon fédéré, il fut condamné le 16 avril 1872 par le 12^e Conseil de guerre, notamment pour vente de journaux, à la déportation dans une enceinte fortifiée. Amnistié en 1879* ».

Si quelqu'un devait demeurer hors du dictionnaire, n'était-ce pas ce Deschamps plutôt que les ouvriers tailleurs condamnés, eux, non pour attentats (au pluriel) à la pudeur, mais pour avoir tourné la loi sur les associations et fondé une chambre syndicale ? Il est vrai qu'ils ne satisfaisaient pas aux critères retenus par Maitron : l'appartenance à

l'Internationale ou la participation à l'insurrection de 1871.

Disons-le tout net. Les six volumes qui couvrent cette période sont à refaire.

Claude HARMEL

P.S. On me permettra un mot personnel. Après de multiples sollicitations, qui m'ont donné une haute idée de la ténacité de Jean Maitron, j'ai fini par lui fournir les éléments de ma biographie, dont il a retenu l'essentiel. Je lui laisse la responsabilité de certains rapprochements ou interprétations (par exemple : « il prit part à la grève du 30 novembre 1938 et fut sanctionné bien qu'il épousât alors la ligne de *Syndicats* de René Belin ». Comme si le fait d'appartenir à *Syndicats* avait alors entraîné l'indulgence du pouvoir). Mais je dois démentir des affirmations entièrement fausses : je n'ai jamais été franc-maçon et je n'ai pas aidé G. Champeaux, que je n'ai jamais connu, à rédiger « *La Croisade des démocraties* ».

Cuba : toujours des traitements psychiatriques pour les opposants

Le régime communiste de Cuba n'a pas renoncé à l'une des traditions les plus sordides héritées de l'ex-URSS et il inflige toujours des traitements psychiatriques à ses opposants. La police politique de Fidel Castro continue en effet à diriger des pavillons entiers dans les hôpitaux psychiatriques cubains, où les opposants au régime sont soumis à un traitement aux électrochocs et à de fortes doses de drogues psychotropes.

Dans une introduction au livre « *The politics of psychiatry in revolutionary Cuba* » (La psychiatrie au service de la révolution cubaine), Freedom House, 1991, de Charles Brown et Armando M. Lago, M. Bukovsky écrit : « *En une seule génération, Cuba est passé de la justice révolutionnaire au...*

traitement psychiatrique de ceux qui se révèlent indifférents au socialisme. A Cuba, c'est devenu une autre forme de torture ».

Se fondant sur des entretiens enregistrés, des lettres et trois années de recherches, le livre de Brown et Lago examine de nombreux cas d'abus psychiatriques commis à Cuba et cite les exemples suivants :

– José Luis Alvarado, 16 ans, a tenté de s'enfuir de Cuba en se réfugiant à l'ambassade de la Colombie. Envoyé au Pavillon Castellanos de l'hôpital psychiatrique de La Havane, il y a subi un traitement aux électrochocs et aux drogues psychotropes.

– Le scénariste Amaro Gomez, arrêté pour avoir collaboré à un « *Samizdat* » cubain, a été envoyé dans le même hôpital.

Racontant par la suite son expérience, il a écrit que chaque matin, un infirmier nommé Mederos choisissait les prisonniers pour le traitement aux électrochocs. Faisant ensuite allonger les victimes sur le ciment mouillé pour que le courant électrique traverse mieux leurs corps, Mederos oubliait souvent de placer un mors de caoutchouc, pourtant prévu, dans la bouche du prisonnier. Au contact du premier choc électrique, a raconté Gomez, les dents du prisonnier se refermaient sur sa langue, emplissant sa bouche de mousse sanglante...

– Le militant des droits de l'homme Roberto Bahamonde a été arrêté et soumis lui aussi aux électrochocs et aux drogues psychotropes dans le même hôpital. Lorsque sa femme s'en est plainte auprès du directeur de l'hôpital, le docteur Eduardo Bernabe Ordaz, celui-ci lui répondit qu'il ne pouvait rien faire, le pavillon dans lequel se trouvait Bahamonde étant sous le contrôle de la Sécurité d'Etat.

Heriberto Mederos, infirmier du Pavillon Castellanos, interviewé à Miami où il a reçu l'asile politique, a reconnu avoir administré un traitement aux électrochocs sans anesthésie. Selon Mederos, les prisonniers étaient soignés à même le plancher, couvert d'urine et d'excréments car sous l'effet des électrochocs, les prisonniers en traitement devenaient incontinents.

En septembre, une équipe de médecins britanniques a condamné l'usage abusif de la psychiatrie par les communistes cubains dans « *La médecine trahie : la participation de médecins à la violation des droits de l'homme* », livre publié par l'Association Médicale Britannique (BMA) de Londres.

Se fondant sur des preuves rassemblées par *Amnesty International* et *Americas Watch*, la BMA a confirmé que des prisonniers politiques étaient envoyés dans des hôpitaux psychiatriques de La Havane et de Santiago de Cuba, puis soumis au traitement aux électrochocs sans anesthésie ou sans médicaments relaxants.

En mars, la Commission de l'ONU pour les droits de l'homme a adopté une résolution dénonçant sévèrement la situation des droits de l'homme à Cuba. Quatre des anciens alliés de Cuba – la Russie, la Tchécoslovaquie, la Hongrie et la Bulgarie – ont voté en faveur de la résolution.

Cuba a démenti et qualifié de « mensonges » les accusations de mauvais traitements d'opposants politiques dans les hôpitaux psychiatriques.

Selon le Comité cubain des droits de l'homme, établi à Porto Rico, en octobre dernier le militant cubain des droits de

l'homme Luis Alberto Santos a lui aussi été transféré de sa prison dans un hôpital psychiatrique en l'absence de toute « procédure légale ».

Au début décembre 1992, Elizardo Sanchez Santa Cruz, président de la Commission cubaine pour les droits de l'homme et la réconciliation nationale, a été à son tour conduit dans un hôpital militaire après avoir perdu connaissance sous les coups de partisans du gouvernement. Libéré fin décembre, il attend d'être jugé. Jugé bon pour l'hôpital psychiatrique, lui aussi ?

Pablo FERNANDEZ

Mme Mitterrand et Cuba

On se demande parfois pourquoi, en dépit des efforts déployés par son Président, la France ne bénéficie plus en Amérique latine de l'audience qui était naguère encore la sienne. De l'avis de maints observateurs dignes de foi, la cause de cette régression réside pour une large part dans le soutien que la France apporte au régime communiste de Cuba par l'entremise de l'épouse du Président.

Assurément, cette dernière, dénuée de tout mandat officiel, ne représente qu'elle-même. Mais le nom qu'elle porte, les crédits importants dont elle dispose sur fonds publics, l'apparat officiel qui entoure ses déplacements et l'autorité dont elle use auprès des ministres et des représentants de la France à l'étranger lui confèrent en réalité une importance certes usurpée, mais reconnue. Cuba, à cause de son régime de type stalinien, s'est placé depuis des années au ban des autres Etats latino-américains. Du fait que Mme François Mitterrand soutienne ouvertement ce régime, dénie ou justifie ses abominations, refuse d'en désavouer même les horreurs dénoncées par les plus hautes autorités morales, elle porte à l'image de la France dans cette partie du monde un tort considérable qu'on ne mesure

certainement pas à Paris.

Déjà, le 31 mai 1991, dans le quotidien *Le Monde*, qui ne saurait être suspecté d'anti-mitterrandisme systématique, Daniel Schneidermann écrivait :

« Mme la présidente n'a pas renié des sympathies politiques nettement plus à gauche que celles du chef de l'Etat... Son petit faible – avoué – pour Fidel Castro semble, par exemple, interdire à la présidente toute critique du gouvernement cubain. Les prisonniers politiques ? « Ilya des prisonniers à Cuba. Politiques ? Je ne sais pas ». La fuite massive de dizaines de milliers de Cubains vers la Floride dans les dernières années ? « Certainement les anciens grands propriétaires terriens ». Elle est intarissable, en revanche, sur les efforts d'alphabétisation du gouvernement cubain et sur la qualité des crèches castristes ».

Le 23 octobre suivant, *l'Humanité* reproduisait des propos tenus peu auparavant par Mme François Mitterrand à un journaliste du magazine *Globe* : « ... je me suis personnellement entretenue avec Fidel Castro du problème du Sida et des séro positifs. Il m'a donné ses raisons (pour lesquels il enferme et isole ceux-ci dans des établissements spécialisés), qui ne m'ont pas

forcément convaincue. Malgré tout ce que l'on peut penser, j'ai vu un système hospitalier qui fonctionnait pour tous, servi par une technologie de pointe... »

En décembre 1992, assistant à un festival de cinéma à La Havane, Mme François Mitterrand fut interrogée sur une éventuelle intervention de son association France-Libertés en faveur du peuple cubain, privé de libertés et de biens de consommation élémentaires par la dictature communiste. Selon *l'Humanité* du 10 décembre, elle répondit qu'« une telle mission n'était pas envisageable dans l'île » car l'action de France-Libertés « s'applique à des populations socialement en difficulté. Ici, elle n'a pas de raison d'être ». Et, pas dégoûtée, d'aller déjeuner avec Fidel Castro...

Comment oublier aussi cette réflexion désabusée d'O.L. Perez, ce Cubain qui, étant parvenu à fuir en Floride, revint clandestinement à Cuba chercher sa famille en avion (*Paris-Match*, 24 février 1993) ? « Ilya très peu de gens qui refusèrent de nous aider. Parmi ceux-ci, il y eut Danielle Mitterrand, à qui ma femme écrivit deux fois. A la première de ses lettres, Mme Mitterrand avait répondu en disant qu'elle ne pouvait obtenir de visas pour elle et les enfants. Vicky, dans sa seconde lettre, lui expliqua qu'elle voulait seulement qu'elle intervienne auprès de Castro. La réponse fut : nous regrettons, mais votre mari a volé des secrets militaires... »

Que savait Mme François Mitterrand de cette accusation lancée par la propagande de Fidel Castro ? Auprès de qui l'avait-elle vérifiée ? Apparemment, pour elle, la parole des services castristes faisait foi.

La France n'est certes pas le seul pays au monde dont l'épouse du principal dirigeant, bien que dépourvue de toute autorité officielle, profite de sa position auprès de son mari pour essayer de jouer un rôle politique. Elle est aujourd'hui l'un de ceux auquel pareille situation porte le plus grave préjudice sur la scène internationale.

Hervé LE GOFF

La frontière orientale de la Pologne menace-t-elle la stabilité de la république ?

La frontière entre la Pologne et la C.E.I. est une source d'inquiétude pour les autorités polonaises. D'abord, il existe une importante concentration de forces militaires de l'ex-URSS dans la région de Kaliningrad : environ un million de soldats des anciennes bases soviétiques en Europe centrale ont été déplacés dans cette petite enclave russe située entre la Pologne et les pays Baltes. D'après la presse polonaise, ces forces « frontalières » disposent d'armement nucléaire. En outre, les journalistes ajoutent que des divisions russes sont actuellement plus proches de Varsovie qu'il y a trois ans, quand elles stationnaient sur le territoire polonais à Legnica ou Kossalin.

Ensuite, l'importante immigration venue de C.E.I., de Roumanie et de Bulgarie vers la Pologne a créé de nombreux problèmes. Le trafic d'armes, de matériaux radioactifs et de drogues, la prostitution, le travail au noir, l'implantation de la mafia ex-soviétique dans les villes polonaises, résultent de ce que la frontière est pratiquement ouverte.

Six millions trois cent mille « touristes » de C.E.I., 177 000 Roumains et 58 000 Bulgares ont passé légalement la frontière polonaise pendant les dix premiers mois de l'année 1992. Au surplus, la police polonaise a arrêté, alors qu'elles entraient illégalement dans le pays, 32 000 personnes (23 000 Roumains, 3 000 Bulgares et 6 000 ressortissants de la C.E.I.). La police allemande a de son côté expulsé vers la Pologne 24 000 ressortissants de ces pays pour


tentative de franchissement de la frontière occidentale de la Pologne. Le MSW (Ministère des Affaires intérieures) estime que le nombre de personnes qui entrent en Pologne est supérieur au nombre de celles qui en sortent. Ainsi, d'après les statistiques officielles, en 1992 environ 100 000 citoyens de la C.E.I., 24 000 Roumains et 8 000 Bulgares ont prolongé de façon irrégulière leur séjour en Pologne. La presse suppose que ces données sont largement sous-estimées.

Depuis le 1^{er} janvier, tous les citoyens de la C.E.I., après quelques formalités, peuvent acheter un passeport pour 5 000 roubles. Jusqu'à présent, il suffisait d'avoir une invitation (facile à se procurer dans tout village frontalier de Pologne) pour pouvoir passer la frontière de la C.E.I. Cette liberté de voyage a accru le sentiment d'inquiétude en Pologne. Certains journalistes prévoient que la vague d'immigration peut atteindre jusqu'à 20 millions de personnes. Le MSW en Pologne et l'OWIR (service des passeports) en Russie estiment que ce changement administratif sera sans effet sur l'immigration de gens venus de C.E.I. – ce qui n'est guère convaincant pour les Polonais moyens. 40 % de ceux-ci sont favorables à l'instauration d'un visa obligatoire pour les ressortissants de la C.E.I., de la Roumanie, de la Bulgarie et de la nouvelle Yougoslavie. Même de hauts fonctionnaires du Ministère des Affaires étrangères déclarent que l'établissement de visas serait une conséquence logique de la situation intérieure de ces pays et pratiquement le seul moyen de s'en protéger.

Cette décision n'est pourtant pas facile à prendre. Les Polonais n'ont pas oublié combien leurs problèmes étaient liés à des difficultés administratives. Il est pratiquement impossible de distinguer, parmi les millions de visiteurs venus de la C.E.I., les vrais touristes des citoyens de la Pologne indépendante (n'oublions pas qu'à la suite du traité Ribbentrop-Molotov, puis du traité de Yalta, environ 40 % des territoires polonais sont devenus partie intégrante de l'URSS). Pour une grande partie des Polonais, il est évident qu'après 50 ans de persécution, ces gens (qui ont sauvé leur langue et leur culture) ont le droit de visiter la Pologne et même de s'y installer.

On espère en Pologne que les visas vont régler le problème de la migration légale vers la Pologne et limiter les entrées clandestines. La police des frontières de Przemysl, Bialystok, Ketrzyn a obtenu 200 motos *Yamaha* et *Kawasaki*. Le ministre des Affaires intérieures de la RFA a promis un équipement électronique d'une valeur de 5 millions de DM pour la frontière orientale. Enfin, les points de passage de la frontière polonaise sont depuis quelques semaines équipés de détecteurs spéciaux de matériaux radioactifs (une production polonaise de l'usine Polon). Même les douaniers allemands ne disposent pas de ce type d'appareillage ! Depuis qu'on a découvert que les forces aériennes d'Ukraine participent au trafic des clandestins, y compris des Pakistanais et des Indiens, la région de Bieszczady est patrouillée par deux hélicoptères MI2 et MI8. La question de savoir si la Pologne dispose maintenant de moyens suffisants pour contrôler sa frontière orientale reste cependant posée.

Piotr DASKIEWICZ



notes et informations

Parodie d'élections à Cuba

La presse du monde entier a souligné combien les élections législatives qui viennent d'avoir lieu à Cuba constituaient une parodie de consultation démocratique : candidats uniques, tous présentés par le PC ; campagne électorale également sans opposition ; pourcentages de voix aussi élevés qu'en URSS sous Staline, etc.

Selon des sondages d'opinion préalables, les abstentions, votes blancs et bulletins déchirés auraient dû atteindre 30 à 40 % des suffrages. Il n'y a eu que 7,2 % de bulletins blancs (14,3 % à La Havane). Il est vrai que le dépouillement des urnes a été lui aussi étroitement contrôlé.

Quelques détails pittoresques n'ont pas été évoqués par la grande presse. Ainsi, parmi les 589 élus, figurent 17 généraux et 20 officiers supérieurs des forces armées et du ministère de l'Intérieur, 101 membres du Comité central du PC, dont 26 appartiennent en outre au Politburo ; des sportifs médaillés des jeux Olympiques ; des animateurs de radio ; des chanteurs, tel Pablo Milanés qui a expliqué qu'il n'éprouvait « aucun intérêt pour la politique » et qu'il n'avait jamais songé à se présenter, ajoutant : « Comme on me l'a proposé, je n'ai pas pu dire non »... (*El Pais*, Madrid, 27 février).

On comprend que devant une telle caricature de consultation démocratique, le président Clinton ait annoncé la poursuite de l'embargo frappant Cuba et des sanctions renforcées contre les pays qui l'enfreindraient.

Propagande castriste dans les lycées

Parmi ceux qui s'étonnent de l'attrait croissant que présente l'enseignement privé en France, combien se demandent si la cause n'en réside pas dans l'imprégnation marxiste, communiste qui caractérise toujours, en maints domaines, l'enseignement public ?

Un élève de classe terminale qui veut suivre un enseignement de la langue et de la culture espagnoles court, aujourd'hui encore, le grand risque de devoir utiliser le manuel « *Tiempos nuevos* », édité chez Hatier en 1982, mis à jour en 1986, toujours en usage en 1993 dans l'enseignement public et dont certains chapitres, tel celui de Cuba (pp. 158 à 172), sont en fait de simples documents de propagande castriste.

Ses seize pages portent un bandeau commun, « *Cuba si* », rappel du slogan castriste « *Cuba si, Yankees no* ». Huit poèmes, lettres et autres écrits sont proposés aux élèves : sept portent la signature de membres du PC cubain, tandis que le huitième est une interview de Fidel Castro (intitulé « *les mains pures* » !), qui chante sa propre louange.

Certains passages relèvent même de la pure désinformation. Ainsi, bien que la chronologie présentée remonte à 1895, elle n'indique pas que l'île, colonisée par l'Espagne, fut libérée en 1898 avec l'aide des Etats-Unis. La tentative de débarquement de Cubains anti-castristes de 1961 est présentée comme un « *débarquement américain* ». Fidel Castro

est signalé comme ayant « *été exilé* » par Batista à Mexico en 1953, alors qu'on sait qu'il est allé de lui-même au Mexique. Quant à la massive confiscation du commerce privé intervenue en 1968 sans indemnités, elle est appelée « *nationalisation* »...

Or ce manuel est connu des spécialistes, des professeurs, de l'Education nationale, des journalistes même : en mars 1991, « *Le Figaro* » lui a consacré un long article indigné. Rien n'y fait, il reste en usage. Il est vrai que ses auteurs ne sont pas n'importe qui : J. Villegier, inspecteur général de l'Education nationale et C. Mollo, inspecteur pédagogique régional – deux malins qui, assurés de l'impunité que leur procurent leurs fonctions officielles, s'enrichissent en vendant de la propagande castriste dans les lycées qu'ils inspectent.



« Fermé pour cause de victoire » ?

Le gouvernement Clinton vient de décider de fermer les deux stations de radios qui, depuis Munich, émettaient vers les pays de l'Est : *Radio Free Europe* (à destination de l'Europe centrale) et *Radio Liberty* (à destination de l'ex-URSS). Les deux radios vont fusionner et être absorbées par la « *Voix de l'Amérique* », moins largement consacrée à cette région du monde. Dès l'an prochain, 60 millions de dollars seront ainsi économisés par an et, quand l'absorption sera totale, 644 millions.

Beaucoup regretteront cette décision. Si le communisme s'est effondré dans cette partie du monde, la démocratie est encore loin d'y avoir triomphé. L'écoute de programmes bien documentés, qui ne dépendaient pas directement de tel ou tel Etat, était en hausse nette depuis la fin du communisme. On estime qu'elle concernait 25 % de la population.

Ajoutons que les publications qui nous venaient de *RFE/Radio-Liberty* étaient d'une grande qualité et nous aidaient dans nos analyses. Les chercheurs et les citoyens qui voulaient tout simplement à s'informer seront ainsi privés d'un instrument de travail exceptionnel...

Nouvelles révélations sur la collaboration Kekkonen-URSS

La récente ouverture du dossier Finlande-PC soviétique dans les archives de l'URSS avait permis d'apprendre qu'Uhro Kekkonen, élu président de la République de Finlande en 1956 et réélu en 1962, avait reçu en 1961 d'importants subsides soviétiques (voir *Horizons nouveaux*, numéro 108, janvier 1993). Une étude plus approfondie de ces archives montre que la collaboration du président finlandais (issu non pas du PC finlandais, mais du Parti agrarien) ne s'est pas limitée au plan financier.

On le sait, c'est en janvier 1962, peu avant l'élection présidentielle de cette année-là, que l'homme de confiance de Kekkonen reçut d'un agent du KGB un apport financier conséquent. Ce qu'on apprend à présent, c'est que cette remise de fonds ne fut pas improvisée ni spontanée. Elle eut lieu à la suite de conversations engagées bien auparavant par Kekkonen en personne avec le représentant du KGB à Helsinki – des conversations qui s'achevèrent par un accord sur la stratégie qui allait être adoptée pour assurer la réélection de Kekkonen, jugée difficile.

Cette stratégie consistait à dissoudre dès la fin de 1961 le Parlement (renouvelable en principe un mois après l'élection présidentielle de 1962), afin d'empêcher une coopération entre conservateurs et

sociaux-démocrates : ceux-ci s'opposeraient lors des élections législatives anticipées de fin 1961 et ne pourraient, de ce fait, engager aussitôt des négociations pour s'entendre sur le nom d'un candidat commun destiné à s'opposer à Kekkonen lors de l'élection présidentielle immédiatement consécutive, début 1962. Aucun des proches de Kekkonen ne fut mis au courant de ces conversations, ni de l'issue de celles-ci.

Le 30 octobre 1961, alors qu'Uhro Kekkonen séjournait à Hawaï en compagnie de quelques-uns des siens, l'ambassadeur de Finlande à Moscou fut convoqué au ministère des Affaires étrangères de l'URSS pour recevoir une « note » par laquelle les dirigeants soviétiques faisaient officiellement savoir que la réélection du président finlandais constituerait à leurs yeux un gage du maintien des bonnes relations entre les deux pays. Sous-entendu, tout autre choix serait préjudiciable à celles-ci...

Cette note fit l'effet d'une bombe à Helsinki. En revanche, elle ne provoqua aucune nervosité chez Uhro Kekkonen, qui quitta Hawaï pour Los Angeles, où il prononça un discours. On comprend maintenant son calme : la note ne constituait pas une surprise pour lui, le texte en ayant été mis au point avec lui quelque temps auparavant dans le cadre de la stratégie adoptée pour assurer sa réélection.

Sitôt rentré à Helsinki, Kekkonen passa à la phase suivante de cette stratégie : il signa la dissolution du Parlement. Comme prévu, les candidats conservateurs et socialistes s'affrontèrent lors des élections législatives, et lors de l'élection présidentielle qui eut lieu peu après, Kekkonen, après une campagne d'autant plus ardente qu'elle était financée par l'URSS, parvint à se faire réélire.

Pour la démocratie finlandaise, l'épisode n'est évidem-

ment pas glorieux. En fait, il illustre surtout le concept de la « souveraineté limitée » qui sous-tendait la politique de l'URSS vis-à-vis de ses voisins. Et comme les démocraties occidentales ne soutenaient guère la Finlande dans sa résistance à l'Union soviétique... En revanche, pour la mémoire d'Uhro Kekkonen, cet épisode est tout simplement accablant.

Aider le Vietnam « en pleine expansion »

Les communistes français se sont bruyamment réjouis du voyage de M. François Mitterrand au Vietnam, dont le régime reste paré, à leurs yeux, de toutes les vertus... bien qu'aussi de quelques défauts.

Dans *l'Humanité* du 9 février, Michel Muller le décrit ainsi, sous le titre : « *Un pays en pleine expansion* » :

« *C'est en 1986, lors de leur 6^e Congrès, que les communistes vietnamiens ont lancé l'idée du « renouveau » centré sur les réformes économiques...*

« *Le Vietnam est en pleine expansion. Cette nouvelle donne, si elle comprend dans sa réalisation même le développement de phénomènes négatifs, comme la corruption et des inégalités sociales croissantes, n'en est pas moins considérée comme une obligation vitale par les autorités. Pour Hanoï, il s'agit là de l'unique moyen pour sortir le pays du sous-développement* ».

Que le système communiste ait fait du Vietnam l'un des quatre pays les plus pauvres du monde, tout le monde le sait. Le revenu annuel moyen y est de 200 dollars par habitant. Le « *doi moi* », réforme économique dont la propagande

nous rebat les oreilles, n'est qu'une façon d'attirer des capitaux étrangers, que le régime se montre d'ailleurs incapable d'investir. « *En pleine expansion* », le Vietnam ? Michel Muller devrait bien nous en indiquer les signes...

A noter que de tous les maux qui assaillent le pays, le journaliste communiste n'en relève que deux : la corruption et les inégalités sociales croissantes. Pourquoi garde-t-il le silence sur l'absence de soins médicaux, la malnutrition, la sous-scolarisation ? Et sur le manque de libertés individuelles, les détentions sans jugement, les camps de concentration (pardon : de rééducation), le travail forcé ?

Nos communistes ne changent pas : toute dictature communiste (hier, l'URSS et les « démocraties populaires » ; aujourd'hui, le Vietnam, Cuba, la Chine continentale et la Corée du nord) trouve par principe grâce à leurs yeux ; elle ne peut qu'évoluer dans un sens positif et doit être aidée. Jusqu'au jour où elle s'écroule et est dénoncée par eux alors comme s'étant inconsidérément écartée du vrai socialisme.

Drogue : la « CEI Connection »

Selon un rapport du Programme International de Contrôle de la Drogue lancé par l'ONU, plus de six millions de Russes sont aujourd'hui des consommateurs de drogue, ce qui indique un bond étonnant. Une enquête du début 1991 donnait un nombre trois fois moindre.

Les crimes en relation avec la drogue auraient augmenté d'environ 15 % et 21 tonnes de drogues diverses ont été saisies dans le pays en 1991.

La CEI est en passe de devenir également l'un des canaux

importants de l'écoulement de la drogue produite dans le « Croissant d'or » (Pakistan, Afghanistan et Iran) ou sur son propre territoire (sud de la Russie, Ukraine occidentale, Azerbaïdjan, Etats d'Asie centrale), d'autant que les prix de vente sont très compétitifs : un kilo de haschich en Russie est vendu 20 \$ environ, soit... dix fois moins cher qu'en France !

Certains pays voisins de la Russie s'inquiètent des conséquences d'un tel déséquilibre : la Finlande, la Suède, par exemple. L'affaiblissement du contrôle de la population, la fascination pour une certaine image de l'Occident, la perte de repères idéologiques, la porosité plus grande des frontières peuvent être évoqués parmi les causes de ce développement de la consommation de drogue.

La capitale de l'Ouzbékistan, Tachkent, est devenue un centre international du trafic de la drogue. En outre les nouvelles lignes aériennes permettent d'éviter des passages qui étaient jusqu'ici très contrôlés (Karachi, Istamboul, New Delhi).

Quand le PCF exorcisait les « survivances démocratiques »

Lors de la discussion à Moscou de la question française au IX^e Exécutif de l'Internationale communiste en février 1928, Maurice Thorez reconnut que le Parti communiste français avait commis des fautes, auxquelles il trouvait trois causes :

– un manque d'analyse, dû à la faiblesse théorique du Parti (« *Nous avons laissé tomber toute la clique des Frossard et des Souvarine, toute la parure intellectuelle, comme l'appelaient Sembat à Tours* »... « et

nos connaissances théoriques ne sont pas tellement grandes ») ;

– le manque de perspective qui fait qu'on agit selon les événements ;

– « *La troisième cause, c'est que jusqu'à ces derniers temps, nous restions liés très fortement à la démocratie, c'est que nous ne parvenions pas à nous dégager, à desserrer l'étreinte qui pèse sur notre parti.*

« *Notre parti se développe dans un pays qui, depuis cinquante-sept ans, est infesté de démocratie.*

« *Par notre tactique, nous heurtons une tradition encore vivace au sein de la classe ouvrière, et... au sein du parti lui-même... La classe ouvrière est imprégnée de survivances démocratiques, il faut la convaincre et pour cela, convaincre le parti...*

« *Le camarade Ercoli a parlé de deux courants à l'intérieur du parti français : un courant qui vient de la social-démocratie et le courant qui vient des anarcho-syndicalistes. Mais... il y a encore un troisième courant... les jeunes ouvriers venus dans le parti immédiatement après la guerre et qui se sont développés dans une lutte continue contre les déviations social-démocrates et anarcho-syndicalistes...*

« *Il existe ainsi dans le parti des courants dangereux qui expriment les survivances de la démocratie. Nous devons combattre ces courants...* » (*Classe contre classe. La question française au IX^e Exécutif et au VI^e Congrès de l'I.C. Paris, Bureau d'édition 1929, pp. 63-64 et 68-69).*

En apparence, Georges Marchais fait actuellement, au sein du Parti communiste français, le contraire de ce qu'avait fait Maurice Thorez : il essaie de réveiller les survivances démocratiques. Ou du moins il le prétend. Mais comme Thorez, il estime toujours qu'il ne doit y avoir qu'un seul courant dans le Parti.

Toujours la mémoire trouée

Pour le vingtième anniversaire de sa mort, le Comité central du PCF a fait fleurir, il y a tout juste un an, la tombe de Laurent Casanova. Sans doute cet hommage était-il dû, en dépit des désaccords, à l'homme qui, après sa disgrâce, était demeuré jusqu'à sa mort fidèle à un parti qui s'était montré à son égard aussi ingrat qu'injuste, lui-même allant jusqu'à dire, après la nomination de l'actuel secrétaire général, que Marchais « *n'était pas si mal* ».

Cet hommage tardif n'empêche pas que la notice que *l'Humanité* (20 mars) consacra à l'ancien membre du Bureau politique est un bel exemple de la méthode communiste d'occultation du passé gênant. Qu'y lit-on sur la carrière de Casanova après son entrée en 1947 au Bureau politique ? Qu'il fut responsable du travail parmi les intellectuels et qu'il participa à la fondation du Mouvement de la paix. Rien de plus.

C'est vraiment trop succinct. Pas un mot notamment de ce

qui, dans la biographie de Casanova, devrait compter tout particulièrement aux yeux des communistes d'aujourd'hui, qui se flattent d'avoir répudié le stalinisme depuis longtemps et vont même jusqu'à déplorer que leur parti ait tardé à le faire.

En effet, Casanova fut de ceux qui accueillirent d'emblée avec faveur l'entreprise de Khrouchtchev contre le « culte de la personnalité » de Staline, s'opposant ainsi de plus en plus ouvertement à Thorez, au point qu'on put penser que les Soviétiques étaient sur le point de lui confier le secrétariat du Parti à la place de Thorez. Celui-ci sauva sa situation par une de ces palinodies dont il avait l'habitude (« *Je suis comme les chats, je retombe toujours sur mes pieds* », disait-il dans sa jeunesse) : il se rallia à la déstalinisation et, en compensation, obtint la tête de Casanova (en même temps que celle de Marcel Servin) qui, bien qu'il refusât toute autocritique, fut gardé dans le Parti, mais rétrogradé à la base. Bon bolchévique quand même, il

se confina alors dans la solitude, évitant de recevoir des camarades pour ne pas qu'on pût l'accuser de « travail fractionnel ». En attendant quelque retour en grâce qu'il semble avoir longtemps cru possible, il consacrait ses loisirs à d'humbles besognes, par exemple à repeindre le local où se réunissait sa cellule.

Pourquoi le PCF s'obstine-t-il à laisser dans l'ombre un effort de rénovation, non seulement de son style de travail, mais de son style de pensée (Casanova *dixit*), dont il pourrait montrer qu'il fut une première tentative de ce qui devait être entrepris, bien timidement, vingt ans plus tard et dont Marchais se fait gloire et mérite aujourd'hui ? Peut-être parce qu'alors ledit Marchais était plus proche de Thorez et de Duclos que de Casanova et de Servin. Peut-être qu'on veut cacher que le Parti s'est trompé alors non par ignorance et manque d'information, mais sciemment, volontairement et que ce fut en toute connaissance de cause qu'il se détourna des novateurs et les réduisit à l'impuissance.



livres

SUR LES DÉCOMBRES DU COMMUNISME ET DU CATHOLICISME

Paul Yonnet est un sociologue respecté. Ou l'était. « *Jeux, modes, masses* », paru en 1985, avait fait l'objet de commentaires élogieux. Les critiques qui accompagnent son dernier ouvrage (1) ont été beaucoup plus négatives. On ne s'en étonnera pas quand on apprendra que Yonnet aborde le délicat problème de l'identité française en commettant un double crime aux yeux de l'*establishment* culturel : il met en cause l'idéologie « *antiraciste* » et le manichéisme antivichyste actuel.

Le point de départ de l'auteur réside dans la constatation d'une décomposition idéologique non pas simple, mais double : celle « *de l'espérantisme prolétaro-marxiste (...)* et celle de la catholicité française ». C'est sur elle qu'a fleuri dans les années 80 le projet d'une société « *panraciale et multiculturelle à la française* ».

Ce projet et ses effets pervers – il y en a ! – sont examinés sur plusieurs plans.

Le plan politique est celui de l'instrumentalisation de « *SOS racisme* » par le pouvoir de gauche et les ficelles de vieux briscards des « *orgas* » gauchistes, comme Harlem Désir, qui voulaient passer pour d'angéliques croisés de la Fraternité. Ce n'est pas le plus intéressant.

Le plan idéologique est celui où l'auteur souligne les implications négatives, et même opposées au projet explicite du projet « *antiraciste* ». Par les maux qu'il invente, du moins qu'il amplifie, aggrave et dramatise, l'« *antiracisme* » conduit à développer, autant que des appels à la

(1) Paul Yonnet : « *Voyage au centre du malaise français* », Gallimard (coll. Le Débat), Paris 1993.

générosité et à la tolérance, les fantasmes d'envahissement par les immigrés (« partout » ils sont victimes du racisme) ou mieux : par les « Français racistes », contre lesquels une large mobilisation doit être décrétée. Non moins paradoxalement, l'« antiracisme » contribue à développer les notions d'appartenance raciale bien mieux – pour ne citer qu'eux – que ne l'ont jamais fait les théoriciens de la « Nouvelle Droite ». Sacralisant « l'ethnie d'origine », cette idéologie « antiraciste » cautionne la morcellisation de la nation en « communautés ». Plus de Français, mais des « Blacks », des « Beurs », des Juifs (Tiens ? Eux aussi faut-il les mettre à part ?), des « Blancs ».

A qui parle de « lepénisme intellectuel » en lisant les pages scandalisées de Yonnet sur cette exaltation du morcellement ethnique, on conseillera de lire ces réflexions d'un fasciste bien connu : Claude Levi-Strauss. Au cours d'une célèbre conférence donnée en 1952 à l'UNESCO, il avait critiqué ceux qui restituent « subrepticement sa consistance à la notion de race en paraissant démontrer que les grands groupes ethniques qui composent l'humanité ont apporté, en tant que tels, des contributions spécifiques au patrimoine commun » et avait affirmé « qu'une telle entreprise aboutirait seulement à formuler la doctrine raciste à l'envers ».

* * *

Le troisième plan d'analyse est plus subtil encore : il étudie la réactivation des culpabilités rétrospectives par la « nazification » de la tradition française à laquelle procède l'« antiracisme » : la France traditionnelle est si meurtrière (de Vichy au colonialisme, en passant par les « bavures policières » et les brutalités individuelles) qu'elle aboutit à l'exaltation « de la haine de soi, l'idéalisation du non-identique, de l'Etranger, de l'Autre » (2).

Depuis longtemps (3), Annie Kriegel a vu dans cette idéologie une substitution au marxisme agonisant : « Tout se passe, écrivait-elle, comme si le déclin et la défaite du marxisme qui avait eu, lui, la prétention d'imposer la classe, la lutte des classes, la mission émancipatrice de la classe ouvrière (...) comme moteur de l'Histoire, n'avaient donné sa chance, à gauche, qu'à un autre manichéisme, élisant l'ethnie, expression juridique, équivalent respectable du concept de race, comme principe organisateur de la société en général et de la société de l'avenir en particulier »...

Yonnet l'approuve et voit même dans le développement de l'« antiracisme » une des causes majeures de l'effondrement du PCF. La branche – la référence de classe – sur laquelle le Parti était installé est désormais cassée. Depuis mai 1968, où les étudiants d'alors abandonnent l'image idéali-

sée de l'ouvrier pour celle du « beauf », un primitif gras et... blanc, incapable de comprendre l'avenir dont est porteur l'Immigré ; depuis mai 1968, qui exaltait aussi l'antipatriotisme et la valorisation de toute origine étrangère (« nous sommes tous des juifs allemands »), un processus d'auto-dépréciation de l'identité française est en marche. Celle-ci s'alimente encore (revoilà Vichy !) au succès de tout un « révisionnisme historique » concernant la deuxième guerre mondiale : au mythe d'une France « souffante et héroïque, intensément résistante », a succédé « l'image d'une France intensément collaboratrice, initiatrice de législations antisémites, d'une France fasciste, participant à la solution finale, allant au-devant des vœux des Allemands en déportant les enfants, d'une France raciste et xénophobe »... Comment alors être fier d'être Français ? Comment souhaiter l'assimilation ? D'autant que Vichy n'est pas une tache ; la médiocrité française est d'essence : « Ce n'est pas un dérèglement circonstanciel mais une purulence » : avant la guerre de 14, déjà, n'a-t-elle pas été la « patrie du national-socialisme », pour reprendre les termes de Bernard-Henry Lévy ?

* * *

Faut-il pourtant en conclure, comme Yonnet, qu'une telle idéologie « antiraciste » réduit à néant toute chance d'assimilation des immigrés ? L'assimilation semble bien désormais impossible dans un pays à la langue unique, avec une seule religion largement majoritaire : l'immigration – avec ou sans « SOS racisme » –, l'Europe – avec ou sans Maastricht – pour ne pas parler de la télévision câblée, la rendent impossible. Mais la France est constituée aussi de quelques principes égalitaires et démocratiques. A ceux-ci, jadis, des provinces entières (je pense notamment à l'Alsace) ont adhéré aussi fortement qu'elles se sont cabrées – et se cabrent encore – quand il s'agit de passer au seul moule culturel majoritaire et au seul cadre politique jacobin. L'assimilation à une réalité qui n'est plus uniforme, mais trouve cependant dans la vie quotidienne, dans les principes politiques et dans l'Histoire même des raisons d'être, se fait malgré tout (et notamment malgré les discours « antiracistes » de certains). Christian Jelen l'avait montré, dans un livre récent (4). Yonnet semble en avoir contourné l'objection. C'est dommage : la remarquable force critique de l'ouvrage se serait prolongée d'une réflexion sur les possibles solutions du problème de l'identité française tel qu'il se pose aujourd'hui.

Pierre RIGOULOT

(2) Pierre-André Taguieff : « Réflexions sur la question antiraciste », revue *Lignes* (n° 12 de 1990).

(3) *Le Figaro*, 2 avril 1985.

(4) Christian Jelen : « Ils feront de bons Français », Laffont, Paris 1991.